

EURINVEST UCITS S.A.

Société Anonyme

Rapport annuel

au 31 décembre 2021

Société d'Investissement à Capital Variable publique de droit
belge ayant opté pour des placements répondant aux conditions
de la directive 2009/65/CE

Aucune souscription ne peut être acceptée sur la base du présent rapport. Les souscriptions ne sont valables que si elles ont été effectuées après la remise à titre gratuit des informations clés pour l'investisseur ou du prospectus.

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT	4
1.1. Organisation de la société d'investissement	4
1.2. Rapport de gestion	7
1.2.1. Informations aux actionnaires	7
1.2.2. Vue d'ensemble des marchés	9
1.2.3. Evénements après la clôture	10
1.3. Rapport du commissaire	12
1.4. Bilan globalisé	18
1.5. Compte de résultats globalisé	20
1.6. Résumé des règles de comptabilisation et d'évaluation	22
1.6.1. Résumé des règles	22
1.7. Taux de change	24
2. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT EURINVEST GLOBAL EQUITIES RDT-DBI	25
2.1. Rapport de gestion	25
2.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des actions	25
2.1.2. Cotation en bourse	25
2.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement	25
2.1.4. Indice et benchmark	26
2.1.5. Politique suivie pendant l'exercice	26
2.1.6. Politique future	26
2.1.7. Indicateur synthétique de risque et rendement	26
2.1.8. Affectation des résultats	26
2.2. Bilan	27
2.3. Compte de résultats	29
2.4. Composition des actifs	31
2.5. Répartition géographique du portefeuille-titres	34
2.6. Répartition économique du portefeuille-titres	35
2.7. Changement dans la composition des actifs en EUR	36
2.8. Evolution des souscriptions, des remboursements et de la valeur nette d'inventaire	37
2.9. Performances	38
2.10. Frais	41
2.11. Notes aux états financiers et autres informations	41
2.11.1. Transparence en matière de durabilité	41
2.11.2. Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation	41
3. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT EURINVEST HOLDINGS RDT-DBI	42
3.1. Rapport de gestion	42
3.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des actions	42
3.1.2. Cotation en bourse	42
3.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement	42
3.1.4. Indice et benchmark	43
3.1.5. Politique suivie pendant l'exercice	43
3.1.6. Politique future	43
3.1.7. Indicateur synthétique de risque et rendement	43
3.1.8. Affectation des résultats	43
3.2. Bilan	44
3.3. Compte de résultats	46
3.4. Composition des actifs	48

<i>3.5. Répartition géographique du portefeuille-titres</i>	<i>51</i>
<i>3.6. Répartition économique du portefeuille-titres</i>	<i>52</i>
<i>3.7. Changement dans la composition des actifs en EUR</i>	<i>53</i>
<i>3.8. Montant des engagements relatifs aux positions sur instruments financiers dérivés</i>	<i>54</i>
<i>3.9. Evolution des souscriptions, des remboursements et de la valeur nette d'inventaire</i>	<i>55</i>
<i>3.10. Performances</i>	<i>56</i>
<i>3.11. Frais</i>	<i>58</i>
<i>3.12. Notes aux états financiers et autres informations</i>	<i>58</i>
<i>3.12.1. Transparence en matière de durabilité</i>	<i>58</i>
<i>3.12.2. Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation</i>	<i>58</i>

1. INFORMATIONS GENERALES DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT

1.1. ORGANISATION DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT

Siège Social :

Rue de l'industrie, 44, B-1040 Bruxelles

Date de constitution :

7 mars 2019

Conseil d'Administration de la SICAV :

Président :

- Alexandre WITTAMER, Gérant, Atraxys Sprl

Membres

- Thomas DE MEVIUS, Administrateur, Eurinvest Partners S.A.
- Yves COLOT, représentant légal, Eurinvest Partners Belgique, succursale de Eurinvest Partners S.A.

Personnes physiques chargées de la direction effective

- Thomas DE MEVIUS
- Yves COLOT

Type de gestion :

SICAV qui a désigné une société de gestion d'organismes de placement collectif :

Degroof Petercam Asset Services S.A.

Siège social : 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Constitution : 20 décembre 2004

Durée : illimitée

Composition de la Directoire de la société de gestion :

- John PAULY, Président du Directoire de Degroof Petercam Asset Services S.A. (jusqu'au 27 mars 2021)
- Sylvie HURET, Présidente du Directoire de Degroof Petercam Asset Services S.A. (depuis le 1^{er} avril 2021)
- Sandra REISER, Dirigeant agréé et Membre du Directoire de Degroof Petercam Asset Services S.A. (depuis le 1^{er} avril 2021)
- Frank VAN EYLEN, Dirigeant agréé et Membre du Directoire de Degroof Petercam Asset Services S.A. (depuis le 1^{er} avril 2021)
- Jérôme CASTAGNE, Dirigeant agréé et Membre du Directoire de Degroof Petercam Asset Services S.A. (jusqu'au 14 août 2021)
- France COLAS, Dirigeant agréé et Membre du Directoire de Degroof Petercam Asset Services S.A. (depuis le 15 mars 2021)

Composition du Comité de Surveillance de la société de gestion :

- Bruno HOUDMONT
- Hugo LASAT (jusqu'au 1^{er} novembre 2021)
- Annemarie ARENS
- Frédéric WAGNER
- Gauthier BATAILLE DE LONGPREY

Commissaire :

PricewaterhouseCoopers, 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg représenté par Monsieur Thierry Blondeau, réviseur agréé

Capital souscrit : EUR 2.000.000

Capital libéré : EUR 2.000.000

Délégation de la gestion du portefeuille d'investissement :

Eurinvest Partners S.A. (Luxembourg), 6 Rue d'Arlon, L-8399 Windhof

Administration :

Degroof Petercam Asset Services S.A., 12 Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Succursale belge : 19, Rue Guimard, B-1040 Bruxelles

Délégation de dénouement des contrats, émission et rachat des parts :

Banque Degroof Petercam S.A., 44, Rue de l'Industrie, B-1040 Bruxelles

Agent domiciliataire de la SICAV :

Degroof Petercam Asset Management S.A., 18 Rue Guimard, B-1040 Bruxelles

Service financier de la SICAV :

Banque Degroof Petercam S.A.

Rue de l'Industrie, 44, B-1040 Bruxelles

Distributeur :

Degroof Petercam Asset Services S. A.

Rue Eugène Ruppert, 12, L-2453 Luxembourg

Dépositaire de la SICAV :

Banque Degroof Petercam S.A.

Rue de l'Industrie, 44, B-1040 Bruxelles

Commissaire de la SICAV :

Deloitte Réviseurs d'Entreprises SRL, représentée par Monsieur Maurice Vrolix, représentant permanent Gateway Building, Luchthaven Brussels Nationaal, 1 J, 1930 Zaventem

Groupe financier promoteur :

Eurinvest Partners S.A. (Luxembourg)

Rue d'Arlon, 6, L- 8399 Windhof

Statut : Sicav publique à compartiments multiples ayant opté pour des placements répondant aux conditions de la Directive 2009/65/CE, et régie, en ce qui concerne son fonctionnement et ses placements, par la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances (ci-après la Loi de 2012) et par l'Arrêté Royal du 12 novembre 2012 relatif aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE (ci-après l'Arrêté Royal de 2012).

Liste des compartiments commercialisés par la SICAV :

Holdings RDT-DBI

Global Equities RDT-DBI

Types d'actions :

Actions de distribution. La Société se réserve néanmoins la possibilité de créer des classes ou des compartiments d'actions de capitalisation.

Classe R : actions de distribution offertes au public.

Classe I : actions de distribution qui se distinguent des actions de la classe « R » par le fait (i) qu'elles sont réservées aux investisseurs éligibles au sens de la Loi du 3 août 2012, (ii) qu'elles ont un montant minimum de souscription initial, (iii) une rémunération de la gestion de portefeuille différente et (iv) une taxe annuelle différente.

Classe F : actions de distribution qui se distinguent des actions de la classe « R » par le fait (i) qu'elles sont réservées aux investisseurs éligibles au sens de la Loi du 3 août 2012, (ii) qu'elles ont un montant minimum de souscription initial, et (iii) une taxe annuelle différente. De plus elles se distinguent de la classe « I » par une rémunération de la gestion de portefeuille différente et par le fait qu'elles sont réservées à des entités dont les bénéficiaires effectifs (UBOs) sont les administrateurs, employés, et/ou actionnaires d'Eurinvest Partners SA.

*Les « investisseurs éligibles » sont les investisseurs au sens de l'article 5, de la Loi du 3 août 2012, à savoir les clients professionnels visés à l'annexe de l'arrêté royal du 19 décembre 2017 portant les règles et modalités visant à transposer la Directive concernant les marchés d'instruments financiers ainsi que les contreparties éligibles au sens de l'article 3, § 1er de l'arrêté royal du 19 décembre 2017 susmentionné et les personnes morales qui ne sont pas considérées comme des investisseurs professionnels et qui ont demandé à être inscrites au registre des investisseurs éligibles auprès de la FSMA.

Souscription initiale minimale par compartiment :

Classe I : € 250.000

Classe F : € 1.250.000

Détention minimale applicable à toutes les classes : une action

Des contrôles de critères d'éligibilité (catégorie et montant) sont mis en place par le service financier de la SICAV pour vérifier en permanence si les personnes qui ont souscrit des actions d'une classe d'actions, bénéficiant, sur un ou plusieurs points, d'un régime plus avantageux, ou qui ont acquis de telles actions, satisfont aux critères prévus. S'il s'avère que des actions d'une classe d'actions bénéficiant, sur un ou plusieurs points, d'un régime plus avantageux, sont détenues par des personnes non autorisées, le conseil d'administration de la SICAV procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la classe autorisée pour ces personnes.

1.2. RAPPORT DE GESTION

1.2.1. Informations aux actionnaires

Généralités

SICAV publique de droit belge à compartiments multiples ayant opté pour des placements répondant aux conditions prévues par la Directive 2009/65/CE. Le texte officiel des statuts est déposé au greffe du tribunal de commerce.

Risque de capital (risque pesant sur le capital, y compris les risques d'érosion consécutive aux rachats d'actions et aux distributions dépassant le rendement)	Le compartiment ne bénéficie pas d'une protection ou garantie de capital.
Risque de marché (risque de déclin du marché d'une catégorie d'actifs déterminée pouvant affecter les prix et la valeur des actifs en portefeuille)	Le compartiment investit dans des actions cotées en bourse dont les cours peuvent baisser en raison de la dégradation de la situation macroéconomique, de situations spécifiques à l'entreprise, ou en conséquence de la psychologie générale du marché.
Risque de performance (risque pesant sur la performance, y compris la variabilité des niveaux de risque en fonction de la sélection opérée par chaque compartiment, et l'existence ou l'absence de garanties tierces ou les restrictions grevant ces garanties)	Pour ce compartiment, le risque de performance est directement lié au risque de marché.
Risque de change (risque que la valeur de l'investissement soit affectée par une variation des taux de change)	Le compartiment est investi sur des marchés largement diversifiés (répartition mondiale sur des pays développés), raison pour laquelle une partie importante du portefeuille est sensible aux variations des taux de change. En principe le risque de change n'est pas couvert. Néanmoins le compartiment se réserve le droit d'utiliser des instruments financiers dérivés afin de couvrir des risques de change. Les montants liés au change seront calculés sur la base du taux de change en vigueur lors du rachat, de l'émission ou de la conversion.
Risque fiscal (fiscalité de la SICAV RDT et de ses investissements)	La pérennité de la fiscalité applicable aux SICAV RDT-DBI en Belgique n'est pas assurée et constitue donc un risque en cas de changement de gouvernement et de politique fiscale. De par son exposition géographique internationale dans des pays développés, le compartiment bénéficie des traités de non double imposition pour les dividendes

Risque de concentration (risque lié à une concentration importante des investissements sur une catégorie d'actifs ou sur un marché déterminé)	Le compartiment est investi sur des marchés largement diversifiés (répartition mondiale sur des pays développés). La politique d'investissement veille à assurer une diversification des risques de concentration du portefeuille. En effet, le compartiment se limite à une concentration maximale à hauteur de 30% de ses actifs totaux dans un seul secteur.
Risque de gestion	Dans des conditions anormales de marché, les techniques de gestion habituelles peuvent se révéler inefficaces ou défavorables.
Risque de liquidité (risque qu'une position ne puisse être liquidée en temps opportun à un prix raisonnable)	Les investissements principalement effectués en actions cotées sont considérés comme étant facilement négociables.
Risque d'inflation	Vu les caractéristiques de certains des marchés visés, le risque d'inflation peut exister en l'espèce.
Risques opérationnels	Dans tout marché, et notamment dans les marchés émergents, le compartiment peut perdre une partie ou la totalité de son argent en cas de défaillance dans la garde des actifs, de fraude, de corruption, d'actions politiques ou de tout autre événement indésirable.
Risque de crédit	Le risque de défaillance d'un émetteur ou d'une contrepartie existe mais est faible.
Risque en matière de durabilité (risque de probabilité d'occurrence d'un événement environnemental, social ou de gouvernance qui pourrait amener à une perte matérielle réalisée ou potentielle sur la valeur du compartiment suite à cet événement)	Elevé. Le risque en matière de durabilité est considéré comme matériel, les aspects durables ne faisant pas partie systématiquement du processus de sélection d'investissement du compartiment, à l'exception des investissements dans des sociétés ayant une exposition à des activités controversées comme la fabrication, l'utilisation ou la détention de mines anti personnelles, sous-munitions et/ou munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel au sens de la loi et en vue de leur diffusion qui sont exclus. L'impact d'événements en matière de durabilité peut en effet amener à des risques en matière de durabilité matériels qui pourraient avoir des effets négatifs sur la performance du compartiment. Ces effets négatifs peuvent, sans exhaustivité et à titre d'exemple, tantôt être de court terme, tels que des amendes ponctuelles qui seraient infligées pour non-respect de certains critères environnementaux, sociaux, et de gouvernance, tantôt de long terme, tels que des atteintes au niveau de la réputation des sociétés listées de pays développés.

Mécanisme dit de l'« Anti-dilution levy »

(Arrêté royal du 15 octobre 2018 modifiant l'arrêté royal du 7 mars 2006 relatif aux prêts de titres par certains organismes de placement collectif, l'arrêté royal du 10 novembre 2006 relatif à la comptabilité, aux comptes annuels et aux rapports périodiques de certains organismes de placement collectif publics à nombre variable de parts, l'arrêté royal du 12 novembre 2012 relatif aux sociétés de gestion d'organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et l'arrêté royal du 25 février 2017 relatif à certains organismes de placement collectif alternatifs publics et à leurs sociétés de gestion, et portant dispositions diverses).

Objectifs et compartiment concerné :

Afin de tendre à éliminer l'impact négatif sur la valeur nette d'inventaire des actions de chaque compartiment de la SICAV qui serait causé par des souscriptions, des rachats, ou des conversions conséquents, il convient de noter que le prix d'émission, de rachat, ainsi que la considération de ces prix lors d'opérations de conversion pourront être ajustés à la hausse ou à la baisse suivant que le passif de chaque compartiment varie, suite aux souscriptions, rachats ou conversions du jour concerné, à la hausse ou à la baisse ou inversement, selon le cas.

Fonctionnement

Ainsi, si les souscriptions, les rachats ou les conversions d'un compartiment dépassent un certain seuil, le conseil d'administration de la SICAV peut décider d'imposer un coût supplémentaire aux investisseurs procédant à des souscriptions, à des rachats ou à des conversions, qui bénéficiera au compartiment concerné.

Ainsi, en cas d'importants souscriptions, rachats, ou conversions des frais d'entrée, de sortie ou de conversion pourront être facturés.

Ce mécanisme dit d'« anti-dilution levy » ne sera appliqué qu'après une décision explicite du conseil d'administration de la SICAV et il n'y aura donc pas d'application automatique de ce mécanisme.

Une telle décision aura trait tant au niveau du seuil et des coûts supplémentaires qu'à l'application ou non du mécanisme en cas de dépassement du seuil.

Recours à l'« anti-dilution levy » pendant la période couverte

Durant la période couverte par le présent rapport, aucun compartiment de la SICAV n'a eu recours à l'« anti-dilution levy ».

1.2.2. Vue d'ensemble des marchés

Malgré les nombreuses incertitudes pesant sur l'économie mondiale, l'année 2021 s'est conclue sur une bonne note pour les investisseurs. Les bourses ont considérablement progressé, que ce soit sur le continent américain (+26,89% en USD pour le S&P500), en Europe (+22,3% pour le STOXX Europe 600) mais également au Japon où le Topix franchit la barre des 10% (+10,3% en JPY). La Chine, seule ombre au tableau, clôture dans le rouge à -3,51% (CSI300 en CNY) sur 2021. Cette sous-performance chinoise s'explique par une hausse de la pression réglementaire du parti communiste chinois sur ses géants du net et par l'effondrement d'un secteur immobilier surendetté.

Derrière ces performances fastes se cache une réalité plus contrastée. En effet la marche en avant des bourses mondiales a expérimenté 3 phases distinctes : (i) la première phase surfe sur la vague de fin 2020 où nous avons aperçu un regain d'appétit des investisseurs pour le risque, conséquence d'une diminution des craintes liées à la Covid-19. Cette phase fut très favorable aux actifs cycliques et « Value ». De plus, l'environnement « Goldilocks » (niveau de croissance modéré générant une inflation raisonnable) a favorisé les secteurs miniers et industriels mais également engendré une hausse des taux longs qui a soutenu les secteurs financiers ; (ii) la deuxième phase se caractérise par l'émergence du variant Delta. Une nouvelle fois les investisseurs se réfugient dans les actifs dit « Défensifs » ; (iii) finalement le contexte reflationniste reprend le dessus après la dissipation de l'incertitude autour du variant et le succès des campagnes de vaccination. Un resserrement monétaire est anticipé par les acteurs économiques, entraînant une hausse des taux qui profite de nouveau au style « Value » mais de manière moins marquée qu'au début de l'année. Les actions croissances (« Growth »), stars de l'année 2020, sont progressivement délaissées.

A l'instar des marchés financiers, la trajectoire de la croissance économique a fortement rebondi sur l'année 2021 produisant une reprise en « V », faisant plus que rattraper le repli de 2020. Ce rebond phénoménal de l'économie a tout naturellement généré une inflation durable atteignant dans certains pays des niveaux inédits. La cause de cette hausse des prix prend sa source dans le déséquilibre entre (a) un redémarrage tonitruant de la demande : consommation privée exacerbée par les confinements et les aides d'états et (b) une offre plus rigide : pénurie de semi-conducteurs, goulots d'étranglement au niveau logistique, manque de main-d'œuvre, etc. La face visible de ce déséquilibre fut l'augmentation des prix des sources d'énergie, en témoigne l'augmentation globale du prix des matières premières (+36% pour le S&P GSCI).

Les aspects transitoires de l'inflation mentionnés lors du premier semestre 2021 par J. Powell (président de la Fédéral Reserve - FED) et Christine Lagarde (présidente de la Banque Centrale Européenne - BCE) ne sont plus que de lointains souvenirs. Un semestre plus tard, les banques centrales des pays développés resserrent leurs politiques monétaires annonçant un ralentissement de leurs programmes de rachat d'actifs financiers. De leurs côtés les marchés financiers anticipent de 3 à 5 hausses des taux directeurs américains sur 2022, mais reste plus conservateur sur la trajectoire que devrait emprunter la BCE.

Dans ce type d'environnement macroéconomique où la vélocité de l'argent est faible, le facteur prédominant aux yeux des investisseurs reste la liquidité. Une liquidité qui progressivement s'appauvrit avec des prix du pétrole à des niveaux historiquement hauts et des resserrements monétaires annoncés. Dépourvu de cette liquidité vitale les marchés risquent de rentrer dans un régime de volatilité élevé. Gardons également un œil attentif sur les risques géopolitiques grandissants : Ukraine vs. Russie, China vs. Taiwan, élection présidentielle françaises, élection mi-mandat américaine, etc.

1.2.3. Evènements après la clôture

Implications de la guerre entre la Russie et l'Ukraine :

La guerre qui s'est déclarée entre la Russie et l'Ukraine fait souffler de nombreux vents défavorables sur les marchés d'actions du monde entier. En dépit d'un produit intérieur brut relativement faible (11e rang mondial), la Russie joue un rôle crucial dans le commerce international en tant que canal clé pour les produits de base. Dans les faits, la Russie représente environ 10 % de la production mondiale de pétrole brut et environ 40 % de la consommation de gaz de l'Union européenne ; elle est le deuxième exportateur d'aluminium et un important producteur de cuivre, de nickel, de fer, de palladium, de platine, d'or, de potasse, d'acier et d'engrais. La Russie et l'Ukraine sont par ailleurs de très gros exportateurs de céréales, car ces deux pays représentent à eux deux 30 % des exportations mondiales.

Il va sans dire que la guerre impose au niveau de l'offre un nouveau choc majeur qui va entraîner une « inflation plus élevée pendant plus longtemps ». Les effets se font déjà sentir, avec une montée en flèche des cours des produits de base depuis le début du conflit, et d'autres augmentations possibles en fonction des sanctions supplémentaires imposées par l'UE et les États-Unis à la Russie (embargo potentiel sur le pétrole russe, etc.).

Les attentes en matière d'inflation sont un paramètre clé pour l'investisseur car elles définissent en grande partie les politiques monétaires des banques centrales. La Réserve fédérale a récemment confirmé son changement de cap vers un durcissement de ton, mais le rythme des hausses de taux attendues pourrait avoir ralenti. De son côté, la Banque centrale européenne se montre plus prudente car l'Europe est davantage exposée aux risques, et elle n'hésitera pas à apaiser les craintes en matière de liquidités si cela s'avère nécessaire. En conclusion, les marchés financiers doivent s'attendre à un prochain resserrement des conditions monétaires mondiales. Une hausse des taux pourrait avoir une incidence négative sur les marchés d'actions fortement valorisés, en particulier sur les sociétés dont les flux de trésorerie sont de longue durée (actions de croissance).

La croissance économique est menacée, car les ménages sont susceptibles de réduire leurs dépenses et d'augmenter leur épargne en raison de la baisse des revenus réels disponibles et de la montée des incertitudes géopolitiques et économiques. Les bailleurs de fonds exigeront des normes de crédit plus strictes et les entreprises réduiront leurs projets de dépenses en capital, ce qui entraînera un ralentissement des investissements. En bref, les esprits animaux vont s'estomper et la circulation de la monnaie va ralentir, même si les prix augmentent. La probabilité d'une stagflation (ralentissement de la croissance couplé à une forte inflation) se matérialise peu à peu aux yeux des agents économiques.

En tant que gestionnaires de fonds, il est de notre devoir de surveiller attentivement nos fonds et d'en atténuer les risques. Aucun des compartiments d'Eurinvest UCITS n'est ou n'était directement investi dans des sociétés russes ni ukrainiennes. Cependant, en raison de la profonde interconnexion des économies modernes, la valeur nette d'inventaire de nos fonds est soumise à des risques indirects (perturbation du commerce mondial et de la chaîne d'approvisionnement, réorientation des politiques monétaires, sanctions politiques et économiques, etc.) Par conséquent, en plus de notre cadre actuel de gestion des risques, nous avons adopté une approche plus stricte prévoyant des tests de résistance spécifiques ainsi qu'une analyse approfondie en vue d'atténuer correctement le risque lié à la guerre opposant la Russie à l'Ukraine (voir ci-dessous).

Lorsque l'incertitude augmente, la volatilité s'accroît et les investisseurs privilégient la sécurité, délaissant les actifs cycliques au profit des valeurs défensives. C'est pourquoi nous avons décidé de maintenir la pondération des actions à faible volatilité à 16 % de la valeur nette d'inventaire (VNI) du fonds Global Equities RDT-DBI, même si notre modèle d'investissement préconise d'augmenter le bêta des actions du fonds. Dans les Holdings RDT-DBI, nous sommes

confiants dans les caractéristiques de nos actions, dont la volatilité tend historiquement à être inférieure à celle du marché.

En termes d'exposition géographique, le fonds RDT-DBI Global Equities est bien diversifié entre l'Europe (environ 30 % de la VNI), l'Amérique du Nord (environ 36 %) et l'Asie (environ 34 %). Nos derniers investissements se sont concentrés sur l'Amérique du Nord et l'Asie, qui devraient être moins impactées que l'Europe. Pour sa part, le Holdings RDT-DBI est principalement investi en Europe (plus de 80 % de la VNI) en raison des caractéristiques du marché (davantage de sociétés Holdings) et fortement concentré sur l'Europe occidentale centrale plutôt que sur les pays périphériques. De manière générale, nous avons tendance à réduire l'exposition aux pays qui dépendent fortement des matières premières énergétiques russes.

Au niveau micro, nous gardons un œil sur les valorisations et restons fidèles à notre philosophie d'investissement axée sur la valeur intrinsèque et la croissance à prix raisonnable (GARP), surtout en période de hausse attendue des taux. Nous privilégions les actions présentant un niveau élevé de rentabilité et de génération de flux de trésorerie disponible ainsi qu'un endettement relativement faible, car l'inflation des matières premières, de l'énergie et des salaires pourrait comprimer les marges. En outre, nous avons accordé une attention particulière aux indicateurs de risques spécifiques posés par la guerre opposant la Russie et l'Ukraine :

- Exposition aux revenus Russie/Ukraine ;
- Exposition du COGS à l'énergie et aux matières premières dont les prix sont en hausse ;
- Exposition au rouble russe ;
- Joint-ventures russes actives existantes ;
- Perturbation de la chaîne d'approvisionnement directe (usines, etc.) ou indirecte (matières premières, etc.) ;
- Sanctions (exclusion du système SWIFT, etc.) ;
- Employés dans ou à proximité d'une zone de guerre (par exemple back-office externalisé en Ukraine) ;
- Banques et actifs financiers présentant une exposition directe ou sous-jacente à la Russie/l'Ukraine ;
- Propagation du risque politique à une autre zone géographique (p.ex. Chine/Taïwan, etc.).

1.3. RAPPORT DU COMMISSAIRE



Eurinvest UCITS SA

Sicav de droit belge, catégorie OPCVM

Rapport du commissaire à l'assemblée générale pour l'exercice clos le
31 décembre 2021 - Comptes annuels

Rapport du commissaire à l'assemblée générale de Eurinvest UCITS SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 - Comptes annuels

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de Eurinvest UCITS SA (la « société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 7 mars 2019, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de Eurinvest UCITS SA durant 3 exercices consécutifs.

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la société, comprenant le bilan au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à 114 561 803,90 EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 17 853 757,96 EUR.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2021, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Un aperçu des fonds propres et du résultat par compartiment est mentionné dans le tableau ci-dessous.

Nom du compartiment	Devise	Fonds Propres	Résultats
Holdings RDT-DBI	EUR	46 124 912,44	7 913 481,13
Global Equities RDT-DBI	EUR	68 436 891,46	9 940 276,83

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA), telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB applicables à la présente clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la société ni quant à l'efficacité ou l'efficacité avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la société à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les observations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans ses aspects significatifs, le rapport de gestion, et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations, à l'exception du fait que :
 - Les dispositions légales prévues à l'article 3:74 du Code des sociétés et associations relatives aux délais prévus pour remettre au commissaire les pièces par l'organe d'administration de la société n'ont pas été respectées.
 - Les dispositions légales prévues à l'article 7:127 du Code des sociétés et associations relatives aux délais prévus pour communiquer la convocation à l'assemblée générale n'ont pas été respectées.
 - Les dispositions légales prévues à l'article 7:132 du Code des sociétés et associations relatives à la mise à disposition des documents légaux n'ont pas été respectées.

Signé à Zaventem.

Le commissaire

Digitally signed by
Maurice Vrolix Signed By: Maurice Vrolix (Signature)
Signing Time: 16-Mar-2022 | 09:28 CET

 **DocuSign** C: BE
Issuer: Citizen CA

369AFC38DF0043E3AE273008EC2693FE
Deloitte Réviseurs d'Entreprises SRL
Représentée par Maurice Vrolix

Deloitte.

Deloitte Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BV/SRL
Registered Office: Gateway building, Luchthaven Brussel Nationaal 1 J, B-1930 Zaventem
VAT BE 0429.053.863 - RPR Brussel/RPM Bruxelles - IBAN BE86 5523 2431 0050 - BIC GKCCBEBB

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

1.4. BILAN GLOBALISÉ

		31 décembre 2021 EUR	31 décembre 2020 EUR
Section 1: Schéma du bilan			
TOTAL ACTIF NET		114.561.803,90	80.806.921,89
I.	Actifs immobilisés	-2.753,01	-1.754,11
A.	Frais d'établissement et d'organisation	-2.753,01	-1.754,11
B.	Immobilisations incorporelles		
C.	Immobilisations corporelles		
II.	Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	110.158.302,55	77.169.955,53
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	110.234.174,77	77.169.955,53
a.	Actions	110.234.174,77	77.169.955,53
D.	Autres valeurs mobilières		
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés	-75.872,22	
	Sur actions	-75.872,22	
	Contrats d'option (+/-)	-75.872,22	
III.	Créances et dettes à plus d'un an		
A.	Créances		
B.	Dettes		
IV.	Créances et dettes à un an au plus	11.314,86	440.949,78
A.	Créances	277.017,20	3.110.262,80
a.	Montants à recevoir		3.008.998,76
	Avoirs fiscaux	27.405,54	8.708,87
d.	Autres	249.611,66	92.555,17
B.	Dettes	-265.702,34	-2.669.313,02
a.	Montants à payer (-)		-2.487.696,36
c.	Emprunts (-)	-2.314,57	-3.247,46
e.	Autres (-)	-263.387,77	-178.369,20
V.	Dépôts et liquidités	4.394.939,50	3.197.770,69
A.	Avoirs bancaires à vue	4.394.939,50	3.197.770,69
B.	Avoirs bancaires à terme		
C.	Autres		
VI.	Comptes de régularisation		
A.	Charges à reporter		
B.	Produits acquis		
C.	Charges à imputer (-)		
D.	Produits à reporter (-)		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		114.561.803,90	80.806.921,89
A.	Capital	99.137.356,70	81.334.957,47
B.	Participations au résultat	173.459,14	2.168,82
C.	Résultat reporté	-2.602.769,90	1.145.959,77
D.	Résultat de l'exercice	17.853.757,96	-1.676.164,17

		31 décembre 2021 EUR	31 décembre 2020 EUR
Section 2: Postes Hors Bilan			
Postes hors bilan		521.160,05	
I.	Sûretés réelles (+/-)		
A.	Collatéral (+/-)		
B.	Autres sûretés réelles		
II.	Valeurs sous-jacentes des contrats d'option et des warrants (+)	521.160,05	
A.	Contrats d'option et warrants achetés		
B.	Contrats d'option et warrants vendus	521.160,05	
III.	Montants notionnels des contrats à terme (+)		
A.	Contrats à terme achetés		
B.	Contrats à terme vendus		
IV.	Montants notionnels des contrats de swap (+)		
A.	Contrats de swap achetés		
B.	Contrats de swap vendus		
V.	Montants notionnels d'autres instruments financiers dérivés (+)		
A.	Contrats achetés		
B.	Contrats vendus		
VI.	Montants non appelés sur actions		
VII.	Engagements de revente résultant de cessions-rétrocessions		
VIII.	Engagements de rachat résultant de cessions-rétrocessions		
IX.	Instruments financiers prêtés		

1.5. COMPTE DE RÉSULTATS GLOBALISÉ

		31 décembre 2021 EUR	31 décembre 2020 EUR
Section 3: Schéma du compte de résultats			
I.	Réductions de valeur, moins-values et plus-values	16.684.849,25	-2.388.287,94
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	16.871.667,37	-2.636.183,31
a.	Actions	16.871.667,37	-2.636.183,31
	Gain réalisé	10.234.482,10	7.890.672,79
	Perte réalisée	-2.866.097,88	-6.778.016,91
	Gain/Perte non-réalisé	9.503.283,15	-3.748.839,19
D.	Autres valeurs mobilières		2.776,97
	Gain réalisé		2.776,97
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés	-188.499,30	246.858,34
e.	Sur actions	-188.499,30	246.858,34
i.	Contrats d'option	-188.499,30	246.858,34
	Gain /Perte réalisée	-140.808,12	246.858,34
	Gain /Perte non-réalisée	-47.691,18	
G.	Créances, dépôts, liquidités et dettes		
H.	Positions et opérations de change	1.681,18	-1.739,94
b.	Autres positions et opérations de change	1.681,18	-1.739,94
iv.	Autres	1.681,18	-1.739,94
	Gain /Perte réalisée	1.681,18	-1.739,94
II.	Produits et charges des placements	2.231.777,67	1.551.871,12
A.	Dividendes	2.484.772,95	1.787.581,71
B.	Intérêts (+/-)	13.736,58	19.307,31
b.	Dépôts et liquidités	13.736,58	19.307,31
	Intérêts d'emprunts (-)	-39.054,17	-46.511,31
	Contrats de swap (+/-)		
	Précomptes mobiliers (-)	-227.677,69	-208.506,59
	D'origine belge	-65.400,85	-27.358,66
	D'origine étrangère	-162.276,84	-181.147,93
F.	Autres produits provenant des placements		
III.	Autres produits		
A.	Indemnité destinée à couvrir les frais d'acquisition et de réalisation des actifs, à décourager les sorties et à couvrir les frais de livraison		
B.	Autres		
IV.	Coûts d'exploitation	-1.062.868,96	-839.747,35
A.	Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-150.168,30	-169.917,82
B.	Charges financières (-)	-14.848,76	-11.929,76
C.	Rémunération due au dépositaire (-)	-108.661,33	-91.025,92
D.	Rémunération due au gestionnaire (-)	-700.707,10	-480.571,65
a.	Gestion financière	-652.707,10	-432.571,65
	Classe F (Dis)	-196.192,68	-166.290,01
	Classe I (Dis)	-455.685,32	-266.267,62
	Classe R (Dis)	-829,10	-14,02
b.	Gestion administrative et comptable	-48.000,00	-48.000,00
E.	Frais administratifs (-)	-43.105,58	-40.288,33
F.	Frais d'établissement et d'organisation (-)	-11.131,95	-13.656,66
G.	Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-3.000,00	-3.000,00
H.	Services et biens divers (-)	-23.521,19	-27.692,49
I.	Amortissements et provisions pour risques et charges (-)		
J.	Taxes	-6.390,58	150,28
	Classe F (Dis)	-3.308,27	261,83
	Classe I (Dis)	-2.617,81	-109,67
	Classe R (Dis)	-464,50	-1,88
K.	Autres charges (-)	-1.334,17	-1.815,00
Produits et charges de l'exercice (du semestre)			
Sous-total II+III+IV		1.168.908,71	712.123,77
V.	Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	17.853.757,96	-1.676.164,17
VI.	Impôts sur le résultat		
VII.	Résultat de l'exercice	17.853.757,96	-1.676.164,17

		31 décembre 2021 EUR	31 décembre 2020 EUR
Section 4: Affectation et prélèvements			
I.	Bénéfice (Pertes) à affecter	15.424.447,20	-528.035,58
a.	Bénéfice reporté (Perte reportée) de la période précédente	-2.602.769,90	1.145.959,77
b.	Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	17.853.757,96	-1.676.164,17
c.	Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	173.459,14	2.168,82
II.	(Affectations au) Prélèvements sur le capital		
III.	(Bénéfice à reporter) Perte à reporter	-6.853.198,38	2.602.769,90
IV.	(Distribution des dividendes)	-8.571.248,82	-2.074.734,32

1.6. RÉSUMÉ DES RÈGLES DE COMPTABILISATION ET D'ÉVALUATION

1.6.1. Résumé des règles

L'évaluation des avoirs de la Société, subdivisée par compartiments, est déterminée de la manière suivante :

- a. pour les valeurs admises à la cote officielle ou négociée sur un autre marché organisé : au dernier cours de bourse ou du marché connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif ;
- b. pour les valeurs dont le dernier cours n'est pas représentatif et pour les valeurs non admises à une cote officielle ou un autre marché organisé, l'évaluation se base sur la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi ;
- c. pour les avoirs liquides : à leur valeur nominale plus les intérêts courus ;
- d. les créances non échues seront déterminées prorata temporis sur base de leur montant exact s'il est connu ou à défaut, sur base de leur montant estimé ;
- e. les valeurs exprimées en une monnaie autre que celle du compartiment concerné seront converties dans la monnaie du compartiment sur base des derniers cours de change connus ;
- f. les montants notionnels des contrats à terme sont portés dans les postes hors bilan sous la rubrique « III. Montants notionnels des contrats à terme ». Les contrats à terme sont comptabilisés dans les postes hors bilan sur base du calcul suivant : nombre de contrats multiplié par le cours à la date d'acquisition multiplié par le lotsize ; à convertir dans la monnaie du compartiment sur base des derniers cours de change connus si les contrats à terme sont exprimés en une monnaie autre que celle du compartiment. Les contrats à terme sont évalués lors de chaque calcul de valeur nette d'inventaire sur base du dernier cours de marché connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif. Les différences résultant des variations de valeur des contrats à terme sont imputées au compte de résultats comme réduction de valeur ou plus-value non réalisée, dans le sous-poste « ii. Contrats à terme » des sous-postes concernés de la rubrique « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - F. Instruments financiers dérivés », ou dans le sous-poste « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - H. Positions et opérations de change.- a. Instruments financiers dérivés - ii ; Contrats à terme » si la valeur sous-jacente concerne des devises ;
- g. les contrats d'option sont évalués lors de chaque calcul de valeur nette d'inventaire sur base du dernier cours de marché connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif. Les différences résultant de la variation de valeur des primes des contrats sont imputées au compte de résultats comme réduction de valeur ou plus-value non réalisée dans sous-poste « i. Contrats d'option » des sous-postes concernés de la rubrique « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - F. Instruments financiers dérivés » ou dans le sous-poste « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - H. Positions et opérations de change - a. Instruments financiers dérivés - i. Contrats d'option » si la valeur sous-jacente concerne des devises. En cas d'exercice des contrats d'option, les primes sont portées en majoration ou en réductions du prix d'achat ou de vente des éléments du patrimoine sous-jacente. Les contrats d'options sont comptabilisés dans les postes hors bilan sous la rubrique « II. Valeurs sous-jacentes des contrats d'option et des warrants » sur base du calcul suivant : nombre de contrats multiplié par le prix d'exercice multiplié par la quantité de sous-jacent ;
- h. les montants notionnels des contrats de swap sont portés dans les postes hors bilan sous la rubrique « IV. Montants notionnels des contrats de swap ». Les contrats de swap sont évalués lors de chaque calcul de valeur nette d'inventaire sur base du dernier cours de marché connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif. Les différences résultant des variations de valeur des contrats de swap sont imputées au compte de résultats comme réduction de valeur ou plus-value non réalisée, dans le sous-poste « iii. Contrats de swap » des sous-postes concernés de la rubrique « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - F. Instruments financiers dérivés » ou dans le sous-poste « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - H. Positions et opérations de change - a. Instruments financiers dérivés - iii. Contrats de swap » si la valeur sous-jacente concerne des devises ;

i. les OPC sous-jacents sont évalués lors de chaque calcul de valeur nette d'inventaire sur base des derniers cours connus, à moins que ces cours ne soient pas représentatifs.

Pour obtenir l'actif net, l'évaluation ainsi obtenue est diminuée des engagements de la Société.

1.7. TAUX DE CHANGE

	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
1 EUR	1,564150	AUD	1,585600	AUD
1 EUR	1,436500	CAD	1,558800	CAD
1 EUR	1,036150	CHF	1,081550	CHF
1 EUR	7,437599	DKK	7,443450	DKK
1 EUR	0,839600	GBP	0,895100	GBP
1 EUR	8,865948	HKD	9,487252	HKD
1 EUR	130,954250	JPY	126,325450	JPY
1 EUR	10,028149	NOK	10,475998	NOK
1 EUR	10,296000	SEK	10,048504	SEK
1 EUR	1,137200	USD	1,223550	USD

2. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT EURINVEST GLOBAL EQUITIES RDT-DBI

2.1. RAPPORT DE GESTION

2.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des actions

Date de constitution : 7 mars 2019

Période de souscription initiale : Le 29 mars 2019 au prix de 100,00 EUR

2.1.2. Cotation en bourse

Non applicable

2.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif

L'objectif est de procurer à ses actionnaires un rendement global aussi élevé que possible au moyen d'une gestion active du portefeuille. Le portefeuille est investi dans des actions de sociétés listées de pays développés. Il s'agit des pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Irlande, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Singapour, Suède, Suisse et Etats-Unis.

Chaque année, au moins 90 % des revenus recueillis seront versés aux détenteurs de parts de distribution du compartiment Global Equities RDT-DBI, après déduction des frais, commissions et provisions afin qu'ils puissent bénéficier du régime des Revenus définitivement taxés conformément aux articles 202 et 203 du Code des impôts sur les revenus (CIR).

Politique de placement

Catégories d'actifs autorisés :

Actions (et autres valeurs mobilières assimilables à des actions) dans des sociétés listées de pays développés à hauteur de minimum 70 % de l'actif net du compartiment ; Obligations, instruments monétaires et liquidités à concurrence de maximum 30% de l'actif net du compartiment.

« Pays développés » regroupe les pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Irlande, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Singapour, Suède, Suisse et Etats-Unis.

Liquidités :

Le compartiment peut posséder des liquidités dans ses actifs autorisés.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées :

Le compartiment aura recours à des opérations sur instruments financiers dérivés à des fins de couverture, d'amélioration du rendement, et de spéculation.

Les dérivés de couverture sont susceptibles de faire diminuer le profil de risque et les dérivés spéculatifs sont susceptibles de l'augmenter. Les dérivés d'amélioration du rendement n'auront pas d'impact sur le profil de risque. Les dérivés sont utilisés de manière accessoire et visent à optimiser la valeur du portefeuille du compartiment.

La résultante de l'utilisation des dérivés pourra soit augmenter le profil de risque du compartiment, soit le diminuer en fonction des instruments dérivés auxquels le compartiment fait appel.

Prêt d'instruments financiers :

Le compartiment n'envisage pas de recourir au prêt d'instruments financiers.

Techniques d'emprunts :

Le compartiment peut avoir recours à des techniques d'emprunts, dans le respect des limites fixées par la loi.
Le compartiment peut recourir à l'endettement, mais seulement à titre temporaire, pour effectuer des rachats de parts, et à hauteur maximale de 10 pourcents. Le compartiment n'a pas recours à l'emprunt de titre(s).

2.1.4. Indice et benchmark

Non applicable.

2.1.5. Politique suivie pendant l'exercice

La politique d'investissement du compartiment a été suivie.

2.1.6. Politique future

Nous ne voyons aucune raison de modifier la politique menée. Au regard de la situation telle qu'elle se présente actuellement, nous maintiendrons la même politique.

2.1.7. Indicateur synthétique de risque et rendement

L'indicateur synthétique de risque et de rendement est calculé, conformément aux dispositions du Règlement 583/2010, sur la base de la volatilité (les hausses et baisses de sa valeur) sur une période précédente de cinq ans (ou sur base d'une simulation si le compartiment a été créé en deçà de cette période). Cet indicateur est disponible, dans sa version la plus récente, dans les informations clés pour l'investisseur. Il classe le fonds sur une échelle allant de 1 à 7. Plus le fonds est situé haut sur l'échelle, plus le rendement possible est élevé, mais plus le risque de perte est important également. Le chiffre le plus bas ne signifie pas que le fonds ne présente aucun risque, mais que comparé à des chiffres plus élevés, ce produit offre en principe un rendement plus faible mais aussi plus prévisible. Les principales limites de l'indicateur sont les suivantes : l'indicateur de risque est calculé à partir des données passées, qui ne préjugent en rien de l'évolution future. En conséquence, le degré de risque pourra évoluer dans le temps. Même si le fonds se situe dans la catégorie de risque la plus basse, l'investisseur peut subir des pertes car aucune catégorie n'est totalement exempte de risque.

Ce compartiment se situe en classe 6.

2.1.8. Affectation des résultats

Le régime RDT impose de distribuer au moins 90% des revenus distribuables. En accord avec toutes les exigences, le compartiment Global Equities RDT-DBI n'a pas d'investissements dans des sociétés bénéficiant d'un régime fiscal spécial, ni dans celles qui sont constituées en paradis fiscal. Le dividende est donc déductible à 100%.

Le Conseil d'Administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires la distribution du dividende brut suivant :

Classe	Isin	En EUR
F (Dis)	BE6311201907	12,97
I (Dis)	BE6311200891	12,43
R (Dis)	BE6311195844	11,85

2.2. BILAN

		31 décembre 2021 EUR	31 décembre 2020 EUR
Section 1: Schéma du bilan			
TOTAL ACTIF NET		68.436.891,46	47.712.744,13
I.	Actifs immobilisés	-1.722,21	-1.118,44
A.	Frais d'établissement et d'organisation	-1.722,21	-1.118,44
B.	Immobilisations incorporelles		
C.	Immobilisations corporelles		
II.	Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	68.154.810,58	47.372.196,65
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	68.154.810,58	47.372.196,65
a.	Actions	68.154.810,58	47.372.196,65
D.	Autres valeurs mobilières		
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés		
III.	Créances et dettes à plus d'un an		
A.	Créances		
B.	Dettes		
IV.	Créances et dettes à un an au plus	-69.173,40	-7.717,09
A.	Créances	68.273,90	83.281,87
	Avoirs fiscaux	21.073,34	6.772,67
d.	Autres	47.200,56	76.509,20
B.	Dettes	-137.447,30	-90.998,96
c.	Emprunts (-)	-170,45	-312,41
e.	Autres (-)	-137.276,85	-90.686,55
V.	Dépôts et liquidités	352.976,49	349.383,01
A.	Avoirs bancaires à vue	352.976,49	349.383,01
B.	Avoirs bancaires à terme		
C.	Autres		
VI.	Comptes de régularisation		
A.	Charges à reporter		
B.	Produits acquis		
C.	Charges à imputer (-)		
D.	Produits à reporter (-)		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		68.436.891,46	47.712.744,13
A.	Capital	58.953.107,88	46.609.783,99
B.	Participations au résultat	118.507,95	-14.243,97
C.	Résultat reporté	-575.001,20	115.714,60
D.	Résultat de l'exercice	9.940.276,83	1.001.489,51

EURINVEST
GLOBAL EQUITIES RDT-DBI

		31 décembre 2021 EUR	31 décembre 2020 EUR
Section 2: Postes Hors Bilan			
I.	Sûretés réelles (+/-)		
A.	Collatéral (+/-)		
B.	Autres sûretés réelles		
II.	Valeurs sous-jacentes des contrats d'option et des warrants (+)		
A.	Contrats d'option et warrants achetés		
B.	Contrats d'option et warrants vendus		
III.	Montants notionnels des contrats à terme (+)		
A.	Contrats à terme achetés		
B.	Contrats à terme vendus		
IV.	Montants notionnels des contrats de swap (+)		
A.	Contrats de swap achetés		
B.	Contrats de swap vendus		
V.	Montants notionnels d'autres instruments financiers dérivés (+)		
A.	Contrats achetés		
B.	Contrats vendus		
VI.	Montants non appelés sur actions		
VII.	Engagements de revente résultant de cessions-rétrocessions		
VIII.	Engagements de rachat résultant de cessions-rétrocessions		
IX.	Instruments financiers prêtés		

2.3. COMPTE DE RÉSULTATS

		31 décembre 2021 EUR	31 décembre 2020 EUR
Section 3: Schéma du compte de résultats			
I.	Réductions de valeur, moins-values et plus-values	8.931.821,52	404.172,52
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	8.933.445,87	405.282,15
a.	Actions	8.933.445,87	405.282,15
	Gain réalisé	7.480.621,99	5.472.006,10
	Perte réalisée	-1.151.284,33	-4.375.919,66
	Gain/Perte non-réalisé	2.604.108,21	-690.804,29
D.	Autres valeurs mobilières		
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés		
G.	Créances, dépôts, liquidités et dettes		
H.	Positions et opérations de change	-1.624,35	-1.109,63
b.	Autres positions et opérations de change	-1.624,35	-1.109,63
iv.	Autres	-1.624,35	-1.109,63
	Gain /Perte réalisée	-1.624,35	-1.109,63
II.	Produits et charges des placements	1.565.632,85	1.026.391,11
A.	Dividendes	1.675.806,16	1.136.454,14
B.	Intérêts (+/-)	1.512,10	2.748,52
b.	Dépôts et liquidités	1.512,10	2.748,52
	Intérêts d'emprunts (-)	-4.939,11	-9.492,24
	Contrats de swap (+/-)		
	Précomptes mobiliers (-)	-106.746,30	-103.319,31
	D'origine belge	-10.082,25	-1.908,00
	D'origine étrangère	-96.664,05	-101.411,31
F.	Autres produits provenant des placements		
III.	Autres produits		
A.	Indemnité destinée à couvrir les frais d'acquisition et de réalisation des actifs, à décourager les sorties et à couvrir les frais de livraison		
B.	Autres		
IV.	Coûts d'exploitation	-557.177,54	-429.074,12
A.	Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-106.370,37	-106.814,99
B.	Charges financières (-)		
C.	Rémunération due au dépositaire (-)	-64.657,71	-59.974,50
D.	Rémunération due au gestionnaire (-)	-338.734,92	-210.182,32
a.	Gestion financière	-314.734,92	-186.182,32
	Classe F (Dis)	-196.192,68	-166.290,01
	Classe I (Dis)	-117.872,64	-19.881,12
	Classe R (Dis)	-669,60	-11,19
b.	Gestion administrative et comptable	-24.000,00	-24.000,00
E.	Frais administratifs (-)	-21.127,41	-23.613,63
F.	Frais d'établissement et d'organisation (-)	-6.650,52	-11.173,20
G.	Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-1.500,00	-1.500,00
H.	Services et biens divers (-)	-13.315,51	-16.039,42
I.	Amortissements et provisions pour risques et charges (-)		
J.	Taxes	-4.052,16	223,94
	Classe F (Dis)	-3.308,27	261,83
	Classe I (Dis)	-280,41	-37,02
	Classe R (Dis)	-463,48	-0,87
K.	Autres charges (-)	-768,94	
Produits et charges de l'exercice (du semestre)			
Sous-total II+III+IV		1.008.455,31	597.316,99
V.	Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	9.940.276,83	1.001.489,51
VI.	Impôts sur le résultat		
VII.	Résultat de l'exercice	9.940.276,83	1.001.489,51

EURINVEST
GLOBAL EQUITIES RDT-DBI

		31 décembre 2021 EUR	31 décembre 2020 EUR
Section 4: Affectation et prélèvements			
I.	Bénéfice (Pertes) à affecter	9.483.783,58	1.102.960,14
a.	Bénéfice reporté (Perte reportée) de la période précédente	-575.001,20	115.714,60
b.	Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	9.940.276,83	1.001.489,51
c.	Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	118.507,95	-14.243,97
II.	(Affectations au) Prélèvements sur le capital		
III.	(Bénéfice à reporter) Perte à reporter	-2.029.451,76	575.001,20
IV.	(Distribution des dividendes)	-7.454.331,82	-1.677.961,34

2.4. COMPOSITION DES ACTIFS

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2021	Devise	Cours en devise	Evaluation EUR	% détenu par l'OPC	% porte- feuille	% actif net
Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs							
<u>Actions</u>							
Australie							
BHP GROUP LIMITED	45.125	AUD	41,50	1.197.255,70		1,76%	1,75%
				1.197.255,70		1,76%	1,75%
Belgique							
ANHEUSER-BUSCH INBEV	21.020	EUR	53,17	1.117.633,40		1,64%	1,63%
COLRUYT	19.250	EUR	37,26	717.255,00		1,05%	1,05%
				1.834.888,40		2,69%	2,68%
Canada							
KIRKLAND LAKE GOLD	31.970	CAD	53,01	1.179.763,10		1,73%	1,72%
PAREX RESOURCES INC	118.350	CAD	21,61	1.780.399,23		2,61%	2,60%
				2.960.162,33		4,34%	4,33%
Suisse							
NOVARTIS-NOM-	5.500	CHF	80,28	426.135,21		0,63%	0,62%
UBS GROUP AG	78.390	CHF	16,42	1.242.256,24		1,82%	1,82%
				1.668.391,45		2,45%	2,44%
Chine (République populaire)							
ANHUI CONCH H	331.000	HKD	38,95	1.454.153,25		2,13%	2,12%
CHINA COMMUNICATIONS	3.390.000	HKD	3,80	1.452.974,58		2,13%	2,12%
CHINA PACIFIC INSUR	543.000	HKD	21,15	1.295.343,42		1,90%	1,89%
JIANGSU EXPRESS -H-	1.004.000	HKD	7,99	904.805,46		1,33%	1,32%
SINOPHARM GROUP CO	469.000	HKD	16,96	897.167,25		1,32%	1,31%
SINOTRANS LTD	4.050.000	HKD	2,50	1.142.009,60		1,68%	1,67%
WEICHAI POWER CO LTD	639.000	HKD	15,26	1.099.841,53		1,61%	1,61%
				8.246.295,09		12,10%	12,05%
Allemagne							
TEAMVIEWER AG	91.250	EUR	11,82	1.078.575,00		1,58%	1,58%
				1.078.575,00		1,58%	1,58%
Danemark							
BETTER COLLECTIVE	56.120	SEK	197,00	1.073.780,11		1,58%	1,57%
				1.073.780,11		1,58%	1,57%
France							
ATOS SE	19.040	EUR	37,39	711.905,60		1,04%	1,04%
ELIS	92.990	EUR	15,22	1.415.307,80		2,08%	2,07%
ENGIE	102.150	EUR	13,01	1.329.380,10		1,95%	1,94%
IMERYS	40.830	EUR	36,54	1.491.928,20		2,19%	2,18%
KERING	1.565	EUR	706,90	1.106.298,50		1,62%	1,62%
MAISONS DU MONDE S.A.	55.300	EUR	20,36	1.125.908,00		1,65%	1,65%
ROTSCHILD AND CO	21.175	EUR	40,35	854.411,25		1,25%	1,25%
SANOFI	6.380	EUR	88,58	565.140,40		0,83%	0,83%
THALES	8.080	EUR	74,80	604.384,00		0,89%	0,88%
				9.204.663,85		13,51%	13,45%
Royaume-Uni							
AVIVA	263.080	GBP	4,10	1.285.946,07		1,89%	1,88%

EURINVEST
GLOBAL EQUITIES RDT-DBI

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2021	Devise	Cours en devise	Evaluation EUR	% détenu par l'OPC	% porte- feuille	% actif net
FEVERTREE DRINKS PLC	22.610	GBP	27,05	728.442,71		1,07%	1,06%
ROYAL DUTCH SHELL-A	81.920	EUR	19,31	1.581.875,20		2,32%	2,31%
UNILEVER PLC	8.000	GBP	39,45	375.940,92		0,55%	0,55%
VODAFONE GROUP	714.300	GBP	1,12	955.065,72		1,40%	1,40%
				4.927.270,62		7,23%	7,20%
Hongkong							
CHINA EVERBRIGHT ENV	2.338.000	HKD	6,26	1.650.796,59		2,42%	2,41%
CHINA MOBILE LTD	163.800	HKD	46,80	864.638,31		1,27%	1,26%
CHINA TRADITIONAL	2.576.000	HKD	5,17	1.502.142,47		2,20%	2,19%
GUANGDONG INVEST	917.000	HKD	9,91	1.024.985,48		1,50%	1,50%
				5.042.562,85		7,40%	7,37%
Israël							
COGNYTE SFTW	63.120	USD	15,67	869.759,41		1,28%	1,27%
				869.759,41		1,28%	1,27%
Italie							
ANIMA HOLDING	319.650	EUR	4,49	1.435.228,50		2,11%	2,10%
				1.435.228,50		2,11%	2,10%
Japon							
ANRITSU CORP	104.300	JPY	1.777	1.415.311,84		2,08%	2,07%
KOMATSU	70.600	JPY	2.694	1.452.118,58		2,13%	2,12%
ORIX	65.800	JPY	2.348	1.179.537,89		1,73%	1,72%
SECOM	18.210	JPY	7.986	1.110.502,79		1,63%	1,62%
SOFTBANK GROUP CORP	35.400	JPY	5.434	1.468.937,43		2,16%	2,15%
				6.626.408,53		9,72%	9,68%
Luxembourg (Grand-Duché)							
L'OCCITANE INTL	285.000	HKD	31,55	1.014.189,12		1,49%	1,48%
				1.014.189,12		1,49%	1,48%
Malte							
KAMBI GROUP	40.550	SEK	258,20	1.016.900,74		1,49%	1,49%
				1.016.900,74		1,49%	1,49%
Pays-Bas							
LYONDELLBASELL IND	18.630	USD	92,23	1.510.943,46		2,22%	2,21%
PROSUS NV	11.818	EUR	73,53	868.977,54		1,28%	1,27%
				2.379.921,00		3,49%	3,48%
États-Unis d'Amérique							
BIOGEN INC	4.527	USD	239,92	955.080,76		1,40%	1,40%
BRISTOL-MYERS	19.445	USD	62,35	1.066.123,59		1,56%	1,56%
CISCO	22.550	USD	63,37	1.256.589,43		1,84%	1,84%
CORSAIR GAMING INC	52.390	USD	21,01	967.915,85		1,42%	1,41%
CURTISS-WRIGHT	11.140	USD	138,67	1.358.409,95		1,99%	1,98%
EBIX INC	22.590	USD	30,40	603.883,22		0,89%	0,88%
FISERV INC	15.485	USD	103,79	1.413.285,39		2,07%	2,07%
II VI INCORPORATED	26.330	USD	68,33	1.582.069,03		2,32%	2,31%
MERCK AND CO INC	14.885	USD	76,64	1.003.153,71		1,47%	1,47%
META PLATFORMS INC	4.720	USD	336,35	1.396.035,88		2,05%	2,04%
NORTONLIFELOCK INC	52.390	USD	25,98	1.196.880,23		1,76%	1,75%
PULTE GROUP INC	34.190	USD	57,16	1.718.519,52		2,52%	2,51%
VERINT	29.920	USD	52,51	1.381.550,47		2,03%	2,02%
VIRTU FINANCIAL INC	26.600	USD	28,83	674.356,31		0,99%	0,99%
				16.573.853,34		24,32%	24,22%

EURINVEST
GLOBAL EQUITIES RDT-DBI

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2021	Devise	Cours en devise	Evaluation EUR	% détenu par l'OPC	% porte- feuille	% actif net
Îles vierges britanniques							
NOMAD FOODS	45.000	USD	25,39	1.004.704,54		1,47%	1,47%
				1.004.704,54		1,47%	1,47%
<u>Total - Actions</u>				<u>68.154.810,58</u>		<u>100,00%</u>	<u>99,59%</u>
Total - Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs				68.154.810,58		100,00%	99,59%
Total - portefeuille				68.154.810,58		100,00%	99,59%
Collatéral				0,00			0,00%
Dépôts et Liquidités							
Avoirs bancaires à vue							
Banque Degroof Petercam		EUR		352.976,49			0,52%
Total - Avoirs bancaires à vue				352.976,49			0,52%
Total - Dépôts et Liquidités				352.976,49			0,52%
Créances et dettes diverses				-69.173,40			-0,10%
Autres				-1.722,21			-0,00%
Actif Net Total				68.436.891,46			100,00%

2.5. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE-TITRES

Par pays	% Portefeuille
ÉTATS-UNIS D'AMERIQUE	24,31%
FRANCE	13,51%
CHINE (REPUBLIQUE POPULAIRE)	12,10%
JAPON	9,72%
HONGKONG	7,40%
ROYAUME-UNI	7,23%
CANADA	4,34%
PAYS-BAS	3,49%
BELGIQUE	2,69%
SUISSE	2,45%
ITALIE	2,11%
AUSTRALIE	1,76%
ALLEMAGNE	1,58%
DANEMARK	1,58%
MALTE	1,49%
LUXEMBOURG (GRAND-DUCHE)	1,49%
ÎLES VIERGES BRITANNIQUES	1,47%
ISRAËL	1,28%
Total	100,00%

Ces répartitions d'actifs ont été établies sur base de données (brutes) utilisées par l'entité en charge de la gestion administrative et comptable. Elles ne reflètent pas nécessairement l'analyse économique qui a orienté la sélection d'actifs.

2.6. RÉPARTITION ÉCONOMIQUE DU PORTEFEUILLE-TITRES

Par secteur	% Portefeuille
IT & INTERNET	12,69%
SERVICES FINANCIERS - HOLDINGS	11,23%
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	9,06%
TELECOMMUNICATIONS	8,38%
PHARMACIE - COSMETIQUE	7,30%
PETROLE & DERIVES	4,93%
DISTRIBUTION	4,33%
SOURCES D'ENERGIE	4,15%
MATERIEL ELECTRIQUE - ELECTRONIQUE	3,95%
COMPAGNIES D'ASSURANCE	3,79%
CONSTRUCTION MECANIQUE	3,74%
PRODUCTIONS INDUSTRIELLES INTERMEDIAIRES	3,49%
LOISIRS & TOURISME	3,07%
TRANSPORTS AERIENS	3,00%
AERONAUTIQUE & DEFENSE	2,88%
BOISSONS & TABACS	2,71%
PRODUITS FORESTIERS & PAPIERS	2,42%
COMPOSANTS & INSTRUMENTS ELECTRONIQUES	2,08%
INFORMATIQUE - REPRODUCTION	1,84%
BANQUES	1,73%
BIOTECHNOLOGIE	1,40%
DIFFUSION & EDITION	1,28%
ALIMENTATION & PRODUITS D'ENTRETIEN	0,55%
TOTAL	100,00%

Ces répartitions d'actifs ont été établies sur base de données (brutes) utilisées par l'entité en charge de la gestion administrative et comptable. Elles ne reflètent pas nécessairement l'analyse économique qui a orienté la sélection d'actifs.

2.7. CHANGEMENT DANS LA COMPOSITION DES ACTIFS EN EUR

	1er semestre	2e semestre	Total
Achats	23.805.914,15	33.736.409,90	57.542.324,05
Ventes	12.793.093,34	32.900.062,65	45.693.155,99
Total 1	36.599.007,49	66.636.472,55	103.235.480,04
Souscriptions	12.236.257,44	753.845,50	12.990.102,94
Remboursements	0,00	400.789,66	400.789,66
Total 2	12.236.257,44	1.154.635,16	13.390.892,60
Moyenne de référence de l'actif net total	62.450.565,89	66.393.031,72	64.438.000,72
Taux de rotation	39,01%	98,63%	139,43%

Le taux de rotation montre en pourcentage la moyenne annuelle des transactions. Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice peut être consultée sans frais auprès de Banque Degroof Petercam S.A ayant son siège Rue de l'Industrie 44 - B-1040 Bruxelles qui assure le service financier.

2.8. EVOLUTION DES SOUSCRIPTIONS, DES REMBOURSEMENTS ET DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE

Evolution du nombre d'actions en circulation									
	31 décembre 2019			31 décembre 2020			31 décembre 2021		
Classe	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscrites	Remboursées	Fin de période
F (Dis)	450.865,29	0,00	450.865,29	0,00	13.887,00	436.978,29	0,00	0,00	436.978,29
I (Dis)	23.653,13	0,00	23.653,13	6.765,25	2.800,00	27.618,38	115.996,16	3.530,25	140.084,29
R (Dis)	10,00	0,00	10,00	0,00	0,00	10,00	4.300,00	0,00	4.310,00
TOTAL			474.528,42			464.606,67			581.372,58

Montants payés et reçus par l'OPC						
EUR						
	31 décembre 2019		31 décembre 2020		31 décembre 2021	
Classe	Souscrites	Remboursées	Souscrites	Remboursées	Souscrites	Remboursées
F (Dis)	44.950.243,90	0,00	0,00	1.259.950,44	0,00	0,00
I (Dis)	2.369.229,93	0,00	640.040,97	228.648,00	12.492.549,94	400.789,66
R (Dis)	1.000,00	0,00	0,00	0,00	497.553,00	0,00
TOTAL	47.320.473,83	0,00	640.040,97	1.488.598,44	12.990.102,94	400.789,66

Valeur nette d'inventaire						
EUR						
	31 décembre 2019		31 décembre 2020		31 décembre 2021	
Classe	du compartiment	d'une action	du compartiment	d'une action	du compartiment	d'une action
F (Dis)		106,73		102,74		117,96
I (Dis)	50.639.970,75	106,41	47.712.744,13	102,01	68.436.891,46	117,01
R (Dis)		106,16		101,44		116,07
TOTAL	50.639.970,75		47.712.744,13		68.436.891,46	

2.9. PERFORMANCES

Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

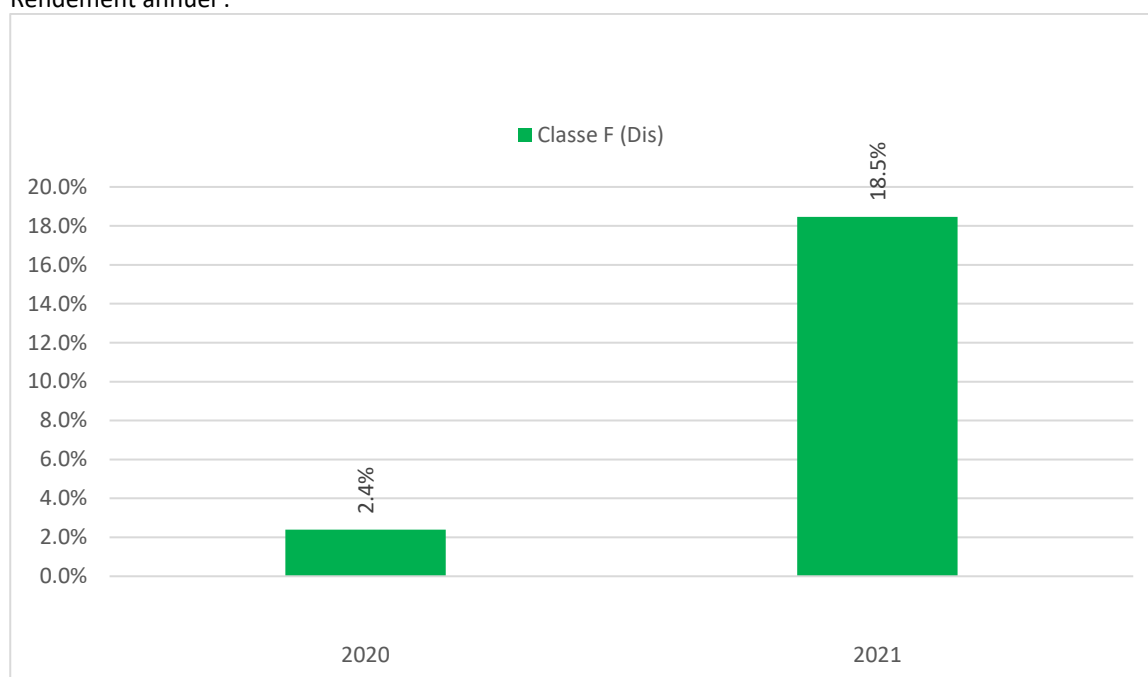
Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable. Pour le rapport semestriel l'exercice comptable s'étend de la période de 12 mois qui précède la clôture du semestre.

Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR) au 31 décembre 2021:

Classe F (Dis)

Rendement annuel :



Il s'agit d'un compartiment géré activement, ce qui signifie que le gestionnaire de portefeuille n'a pas pour objectif de reproduire la performance d'un benchmark. Aucun benchmark n'est utilisé dans la gestion du compartiment.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe F (Dis)	18,46 % (en EUR)				29/03/2019	9,68 % (en EUR)

Classe I (Dis)

Rendement annuel :



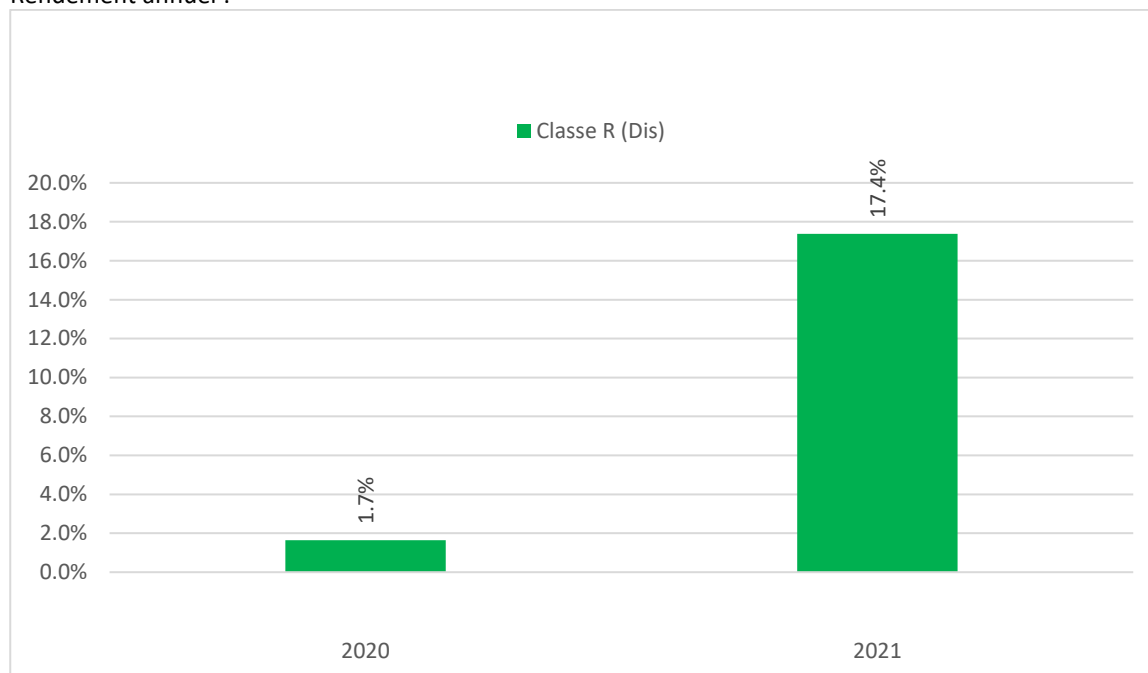
Il s'agit d'un compartiment géré activement, ce qui signifie que le gestionnaire de portefeuille n'a pas pour objectif de reproduire la performance d'un benchmark. Aucun benchmark n'est utilisé dans la gestion du compartiment.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe I (Dis)	17,96 % (en EUR)				29/03/2019	9,24 % (en EUR)

Classe R (Dis)

Rendement annuel :



Il s'agit d'un compartiment géré activement, ce qui signifie que le gestionnaire de portefeuille n'a pas pour objectif de reproduire la performance d'un benchmark. Aucun benchmark n'est utilisé dans la gestion du compartiment.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe R (Dis)	17,38 % (en EUR)				29/03/2019	8,83 % (en EUR)

2.10. FRAIS

Frais courants

- Classe F (Dis) - BE6311201907: 0,61 %
- Classe I (Dis) - BE6311200891: 1,00 %
- Classe R (Dis) - BE6311195844: 2,14 %

Le montant des frais courants communiqué est calculé conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 de la Commission Européenne du 1er juillet 2010.

Ces frais incluent les frais de transaction pris en charge par le compartiment lorsqu'il souscrit et/ou vend des parts d'un autre fonds mais n'incluent ni (i) les frais supportés par le compartiment lorsqu'il effectue des placements autres que souscriptions/ventes de parts de fonds ni, le cas échéant, (ii) la commission de performance.

Ces frais se basent sur les frais imputés dans la comptabilité des fonds durant un an avant la fin de la période sous revue.

En cas de changement de la structure de coût en cours d'exercice ou lorsque la classe d'action est émise pendant l'exercice comptable, le montant des frais courants communiqué est calculé sur base d'une estimation fondée sur le montant total attendu des frais annuels (lequel pourrait être déterminé par comparaison avec une classe similaire).

2.11. NOTES AUX ETATS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

2.11.1. Transparence en matière de durabilité

Déclaration obligatoire conformément à l'article 7 du règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088

Les investissements sous-jacents à ce compartiment ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

2.11.2. Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation

Conformément à l'article 13 et à la Section A de l'Annexe du Règlement EU 2015/2365 (ci-après le règlement), la Sicav doit informer les investisseurs de l'utilisation qu'elle fait des opérations de financement sur titres et des contrats d'échange sur rendement global dans le rapport annuel et le rapport semestriel.

Le portefeuille ne contient pas d'avoirs prêtés à la date du présent rapport.

3. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT EURINVEST HOLDINGS RDT-DBI

3.1. RAPPORT DE GESTION

3.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des actions

Date de constitution : 7 mars 2019

Période de souscription initiale : du 11 mars 2019 au 29 mars 2019 au prix de 100,00 EUR

3.1.2. Cotation en bourse

Non applicable

3.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif

L'objectif du compartiment est de générer un rendement le plus élevé possible au moyen d'une gestion active. Les actifs sont principalement investis dans des actions de holdings ainsi que dans des actions dites de qualité, situées dans l'Espace Economique Européen (EEE) et dans des pays qui sont membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) mais pas exclusivement. Le risque est réparti en investissant dans approximativement 25 holdings différentes qui détiennent la plupart du temps à leur tour des actifs diversifiés.

Chaque année, au moins 90 % des revenus recueillis seront versés aux détenteurs de parts de distribution du compartiment Holdings RDT-DBI, après déduction des frais, commissions et provisions afin qu'ils puissent bénéficier du régime des Revenus définitivement taxés conformément aux articles 202 et 203 du Code des impôts sur les revenus (CIR).

Politique de placement

Catégories d'actifs autorisés :

Actions (et autres valeurs mobilières assimilables à des actions) cotées en bourse de holdings et de sociétés de qualité sises dans l'Espace économique européen (EEE) et dans des pays qui sont membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à hauteur de minimum 70 % de l'actif net du compartiment; Obligations, instruments monétaires et liquidités à concurrence de maximum 30% de l'actif net du compartiment.

Liquidités:

Le compartiment peut posséder des liquidités dans ses actifs autorisés.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées :

Le compartiment aura recours à des opérations sur instruments financiers dérivés à des fins de couverture, d'amélioration du rendement, et de spéculation.

Les dérivés de couverture sont susceptibles de faire diminuer le profil de risque et les dérivés spéculatifs sont susceptibles de l'augmenter. Les dérivés d'amélioration du rendement n'auront pas d'impact sur le profil de risque.

Les dérivés sont utilisés de manière accessoire et visent à optimiser la valeur du portefeuille du compartiment.

La résultante de l'utilisation des dérivés pourra soit augmenter le profil de risque du compartiment, soit le diminuer en fonction des instruments dérivés auxquels le compartiment fait appel.

Prêt d'instruments financiers :

Le compartiment n'envisage pas de recourir au prêt d'instruments financiers.

Techniques d'emprunts :

Le compartiment peut avoir recours à des techniques d'emprunts, dans le respect des limites fixées par la loi. Le compartiment peut recourir à l'endettement, mais seulement à titre temporaire, pour effectuer des rachats de parts, et à hauteur maximale de 10 pourcents. Le compartiment n'a pas recours à l'emprunt de titre(s).

3.1.4. Indice et benchmark

Non applicable.

3.1.5. Politique suivie pendant l'exercice

La politique d'investissement du compartiment a été suivie.

3.1.6. Politique future

Nous ne voyons aucune raison de modifier la politique menée. Au regard de la situation telle qu'elle se présente actuellement, nous maintiendrons la même politique.

3.1.7. Indicateur synthétique de risque et rendement

L'indicateur synthétique de risque et de rendement est calculé, conformément aux dispositions du Règlement 583/2010, sur la base de la volatilité (les hausses et baisses de sa valeur) sur une période précédente de cinq ans (ou sur base d'une simulation si le compartiment a été créé en deçà de cette période). Cet indicateur est disponible, dans sa version la plus récente, dans les informations clés pour l'investisseur. Il classe le fonds sur une échelle allant de 1 à 7. Plus le fonds est situé haut sur l'échelle, plus le rendement possible est élevé, mais plus le risque de perte est important également. Le chiffre le plus bas ne signifie pas que le fonds ne présente aucun risque, mais que comparé à des chiffres plus élevés, ce produit offre en principe un rendement plus faible mais aussi plus prévisible. Les principales limites de l'indicateur sont les suivantes : l'indicateur de risque est calculé à partir des données passées, qui ne préjugent en rien de l'évolution future. En conséquence, le degré de risque pourra évoluer dans le temps. Même si le fonds se situe dans la catégorie de risque la plus basse, l'investisseur peut subir des pertes car aucune catégorie n'est totalement exempte de risque.

Ce compartiment se situe en classe 5.

3.1.8. Affectation des résultats

Le régime RDT impose de distribuer au moins 90% des revenus distribuables. En accord avec toutes les exigences, le compartiment Global Equities RDT-DBI n'a pas d'investissements dans des sociétés bénéficiant d'un régime fiscal spécial, ni dans celles qui sont constituées en paradis fiscal. Le dividende est donc déductible à 100%.

Le Conseil d'Administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires la distribution du dividende brut suivant :

Classe	Isin	En EUR
I (Dis)	BE6311205940	2,83
R (Dis)	BE6311203929	3,84

3.2. BILAN

		31 décembre 2021 EUR	31 décembre 2020 EUR
Section 1: Schéma du bilan			
TOTAL ACTIF NET		46.124.912,44	33.094.177,76
I.	Actifs immobilisés	-1.030,80	-635,67
A.	Frais d'établissement et d'organisation	-1.030,80	-635,67
B.	Immobilisations incorporelles		
C.	Immobilisations corporelles		
II.	Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	42.003.491,97	29.797.758,88
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	42.079.364,19	29.797.758,88
a.	Actions	42.079.364,19	29.797.758,88
D.	Autres valeurs mobilières		
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés	-75.872,22	
	Sur actions	-75.872,22	
	Contrats d'option (+/-)	-75.872,22	
III.	Créances et dettes à plus d'un an		
A.	Créances		
B.	Dettes		
IV.	Créances et dettes à un an au plus	80.488,26	448.666,87
A.	Créances	208.743,30	3.026.980,93
a.	Montants à recevoir		3.008.998,76
	Avoirs fiscaux	6.332,20	1.936,20
d.	Autres	202.411,10	16.045,97
B.	Dettes	-128.255,04	-2.578.314,06
a.	Montants à payer (-)		-2.487.696,36
c.	Emprunts (-)	-2.144,12	-2.935,05
e.	Autres (-)	-126.110,92	-87.682,65
V.	Dépôts et liquidités	4.041.963,01	2.848.387,68
A.	Avoirs bancaires à vue	4.041.963,01	2.848.387,68
B.	Avoirs bancaires à terme		
C.	Autres		
VI.	Comptes de régularisation		
A.	Charges à reporter		
B.	Produits acquis		
C.	Charges à imputer (-)		
D.	Produits à reporter (-)		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		46.124.912,44	33.094.177,76
A.	Capital	40.184.248,82	34.725.173,48
B.	Participations au résultat	54.951,19	16.412,79
C.	Résultat reporté	-2.027.768,70	1.030.245,17
D.	Résultat de l'exercice	7.913.481,13	-2.677.653,68

EURINVEST
HOLDINGS RDT-DBI

		31 décembre 2021 EUR	31 décembre 2020 EUR
Section 2: Postes Hors Bilan			
Postes hors bilan		521.160,05	
I.	Sûretés réelles (+/-)		
A.	Collatéral (+/-)		
B.	Autres sûretés réelles		
II.	Valeurs sous-jacentes des contrats d'option et des warrants (+)	521.160,05	
A.	Contrats d'option et warrants achetés		
B.	Contrats d'option et warrants vendus	521.160,05	
III.	Montants notionnels des contrats à terme (+)		
A.	Contrats à terme achetés		
B.	Contrats à terme vendus		
IV.	Montants notionnels des contrats de swap (+)		
A.	Contrats de swap achetés		
B.	Contrats de swap vendus		
V.	Montants notionnels d'autres instruments financiers dérivés (+)		
A.	Contrats achetés		
B.	Contrats vendus		
VI.	Montants non appelés sur actions		
VII.	Engagements de revente résultant de cessions-rétrocessions		
VIII.	Engagements de rachat résultant de cessions-rétrocessions		
IX.	Instruments financiers prêtés		

3.3. COMPTE DE RÉSULTATS

		31 décembre 2021 EUR	31 décembre 2020 EUR
Section 3: Schéma du compte de résultats			
I.	Réductions de valeur, moins-values et plus-values	7.753.027,73	-2.792.460,46
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	7.938.221,50	-3.041.465,46
a.	Actions	7.938.221,50	-3.041.465,46
	Gain réalisé	2.753.860,11	2.418.666,69
	Perte réalisée	-1.714.813,55	-2.402.097,25
	Gain/Perte non-réalisé	6.899.174,94	-3.058.034,90
D.	Autres valeurs mobilières		2.776,97
	Gain réalisé		2.776,97
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés	-188.499,30	246.858,34
e.	Sur actions	-188.499,30	246.858,34
i.	Contrats d'option	-188.499,30	246.858,34
	Gain /Perte réalisée	-140.808,12	246.858,34
	Gain /Perte non-réalisée	-47.691,18	
G.	Créances, dépôts, liquidités et dettes		
H.	Positions et opérations de change	3.305,53	-630,31
b.	Autres positions et opérations de change	3.305,53	-630,31
iv.	Autres	3.305,53	-630,31
	Gain /Perte réalisée	3.305,53	-630,31
II.	Produits et charges des placements	666.144,82	525.480,01
A.	Dividendes	808.966,79	651.127,57
B.	Intérêts (+/-)	12.224,48	16.558,79
b.	Dépôts et liquidités	12.224,48	16.558,79
	Intérêts d'emprunts (-)	-34.115,06	-37.019,07
	Contrats de swap (+/-)		
	Précomptes mobiliers (-)	-120.931,39	-105.187,28
	D'origine belge	-55.318,60	-25.450,66
	D'origine étrangère	-65.612,79	-79.736,62
F.	Autres produits provenant des placements		
III.	Autres produits		
A.	Indemnité destinée à couvrir les frais d'acquisition et de réalisation des actifs, à		
B.	décourager les sorties et à couvrir les frais de livraison		
	Autres		
IV.	Coûts d'exploitation	-505.691,42	-410.673,23
A.	Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-43.797,93	-63.102,83
B.	Charges financières (-)	-14.848,76	-11.929,76
C.	Rémunération due au dépositaire (-)	-44.003,62	-31.051,42
D.	Rémunération due au gestionnaire (-)	-361.972,18	-270.389,33
a.	Gestion financière	-337.972,18	-246.389,33
	Classe I (Dis)	-337.812,68	-246.386,50
	Classe R (Dis)	-159,50	-2,83
b.	Gestion administrative et comptable	-24.000,00	-24.000,00
E.	Frais administratifs (-)	-21.978,17	-16.674,70
F.	Frais d'établissement et d'organisation (-)	-4.481,43	-2.483,46
G.	Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-1.500,00	-1.500,00
H.	Services et biens divers (-)	-10.205,68	-11.653,07
I.	Amortissements et provisions pour risques et charges (-)		
J.	Taxes	-2.338,42	-73,66
	Classe I (Dis)	-2.337,40	-72,65
	Classe R (Dis)	-1,02	-1,01
K.	Autres charges (-)	-565,23	-1.815,00
Produits et charges de l'exercice (du semestre)			
Sous-total II+III+IV		160.453,40	114.806,78
V.	Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	7.913.481,13	-2.677.653,68
VI.	Impôts sur le résultat		
VII.	Résultat de l'exercice	7.913.481,13	-2.677.653,68

**EURINVEST
HOLDINGS RDT-DBI**

		31 décembre 2021 EUR	31 décembre 2020 EUR
Section 4: Affectation et prélèvements			
I.	Bénéfice (Pertes) à affecter	5.940.663,62	-1.630.995,72
a.	Bénéfice reporté (Perte reportée) de la période précédente	-2.027.768,70	1.030.245,17
b.	Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	7.913.481,13	-2.677.653,68
c.	Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	54.951,19	16.412,79
II.	(Affectations au) Prélèvements sur le capital		
III.	(Bénéfice à reporter) Perte à reporter	-4.823.746,62	2.027.768,70
IV.	(Distribution des dividendes)	-1.116.917,00	-396.772,98

3.4. COMPOSITION DES ACTIFS

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2021	Devise	Cours en devise	Evaluation EUR	% détenu par l'OPC	% porte- feuille	% actif net
Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs							
<u>Actions</u>							
Belgique							
ACKERMANS	12.600	EUR	168,70	2.125.620,00		5,06%	4,61%
GBL	21.000	EUR	98,16	2.061.360,00		4,91%	4,47%
GIMV	6.500	EUR	53,30	346.450,00		0,82%	0,75%
KBC ANCORA	17.200	EUR	42,04	723.088,00		1,72%	1,57%
SIPEF	8.435	EUR	56,90	479.951,50		1,14%	1,04%
SOLVAY	8.500	EUR	102,20	868.700,00		2,07%	1,88%
				6.605.169,50		15,73%	14,32%
Bermudes							
JARDINE	30.000	USD	55,01	1.451.195,92		3,45%	3,15%
				1.451.195,92		3,45%	3,15%
Canada							
CONSTELLATION SOFTW POWER	350 25.000	CAD CAD	2.346,94 41,80	571.826,66 727.462,58		1,36% 1,73%	1,24% 1,58%
				1.299.289,24		3,09%	2,82%
Suisse							
DKSH HLDG SA	5.300	CHF	75,30	385.166,24		0,92%	0,84%
FINANCIERE RICHEMONT	9.000	CHF	136,95	1.189.547,85		2,83%	2,58%
NOVARTIS-NOM-	17.250	CHF	80,28	1.336.514,98		3,18%	2,90%
PARTNERS GRP HLDG	295	CHF	1.512,50	430.620,57		1,03%	0,93%
ROCHE HOLDING -GE-	4.050	CHF	379,10	1.481.788,35		3,53%	3,21%
				4.823.637,99		11,48%	10,46%
Allemagne							
MUTARES SE CO KGAA	23.300	EUR	22,75	530.075,00		1,26%	1,15%
PORSCHE AUTOMOBIL	13.000	EUR	83,44	1.084.720,00		2,58%	2,35%
SIEMENS-NOM-	6.400	EUR	152,68	977.152,00		2,33%	2,12%
				2.591.947,00		6,17%	5,62%
Espagne							
ALBA	11.600	EUR	51,50	597.400,00		1,42%	1,30%
				597.400,00		1,42%	1,30%
Finlande							
NOKIA-A-NEW	249.650	EUR	5,57	1.391.549,10		3,31%	3,02%
				1.391.549,10		3,31%	3,02%
France							
BOLLORE	280.250	EUR	4,92	1.378.830,00		3,28%	2,99%
EURAZEO SE	15.000	EUR	76,80	1.152.000,00		2,74%	2,50%
LVMH MOET HENNESSY	1.000	EUR	727,00	727.000,00		1,73%	1,58%
PEUGEOT INVEST SA	5.400	EUR	124,00	669.600,00		1,59%	1,45%
ROTSCHILD AND CO	13.700	EUR	40,35	552.795,00		1,32%	1,20%
TOTALENERGIES SE	21.014	EUR	44,63	937.854,82		2,23%	2,03%
VIVENDI	120.000	EUR	11,89	1.426.800,00		3,40%	3,09%
				6.844.879,82		16,30%	14,84%

EURINVEST
HOLDINGS RDT-DBI

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2021	Devise	Cours en devise	Evaluation EUR	% détenu par l'OPC	% porte- feuille	% actif net
Royaume-Uni							
MOLTEN VENTURES PLC	50.400	GBP	10,18	611.091,00		1,45%	1,32%
				611.091,00		1,45%	1,32%
Japon							
BANDAI NAMCO HLDG	4.700	JPY	8.994	322.798,23		0,77%	0,70%
KOEI TECMO HLDG	8.840	JPY	4.525	305.457,82		0,73%	0,66%
MITSUBISHI	16.500	JPY	3.652	460.145,43		1,10%	1,00%
SEIKO HOLDINGS CORP	25.000	JPY	2.243	428.202,98		1,02%	0,93%
SOFTBANK GROUP CORP	10.000	JPY	5.434	414.954,08		0,99%	0,90%
SONY GROUP CORP	12.000	JPY	14.475	1.326.417,43		3,16%	2,88%
TOYOTA INDUSTRIES	5.500	JPY	9.190	385.974,49		0,92%	0,84%
				3.643.950,46		8,68%	7,90%
Caïmanes							
CK HUTCHISON HLDGS	68.000	HKD	50,30	385.790,58		0,92%	0,84%
				385.790,58		0,92%	0,84%
Luxembourg (Grand-Duché)							
BREDERODE	4.200	EUR	127,80	536.760,00		1,28%	1,16%
				536.760,00		1,28%	1,16%
Pays-Bas							
PROSUS NV	24.500	EUR	73,53	1.801.485,00		4,29%	3,91%
				1.801.485,00		4,29%	3,91%
Norvège							
AKER -A-	9.000	NOK	825,00	740.415,73		1,76%	1,61%
BONHEUR ASA	23.041	NOK	355,00	815.659,42		1,94%	1,77%
SCHIBSTED ASA	26.000	NOK	340,10	881.777,80		2,10%	1,91%
				2.437.852,95		5,80%	5,29%
Suède							
BURE EQUITY	11.000	SEK	438,20	468.162,39		1,11%	1,01%
EMBRACER GROUP AB-B	47.000	SEK	96,72	441.515,15		1,05%	0,96%
INDUSTRIVAERDEN AB	42.000	SEK	284,10	1.158.916,08		2,76%	2,51%
INVESTOR AB	48.800	SEK	227,75	1.079.467,75		2,57%	2,34%
KINNEVIK AB B	30.000	SEK	322,75	940.413,75		2,24%	2,04%
RATOS AB	41.000	SEK	57,95	230.764,37		0,55%	0,50%
VNV GLOBAL AB	36.100	SEK	104,70	367.100,82		0,87%	0,80%
				4.686.340,31		11,16%	10,16%
États-Unis d'Amérique							
BERKSHIRE HATHAWY B	7.000	USD	299,00	1.840.485,40		4,38%	3,99%
BOSTON OMAHA -A-	21.000	USD	28,73	530.539,92		1,26%	1,15%
				2.371.025,32		5,64%	5,14%
<u>Total - Actions</u>				<u>42.079.364,19</u>		<u>100,18%</u>	<u>91,23%</u>
<u>Instruments financiers dérivés</u>							
Options							
Indices							
CHF							
CFR/0122/CALL/120.	-45	CHF	17,47	-75.872,22		-0,18%	-0,16%
				-75.872,22		-0,18%	-0,16%
Total - Indices				-75.872,22		-0,18%	-0,16%

EURINVEST
HOLDINGS RDT-DBI

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2021	Devise	Cours en devise	Evaluation EUR	% détenu par l'OPC	% porte- feuille	% actif net
<i>Total - Options</i>				-75.872,22		-0,18%	-0,16%
<u>Total - Instruments financiers dérivés</u>				<u>-75.872,22</u>		<u>-0,18%</u>	<u>-0,16%</u>
Total - Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs				42.003.491,97		100,00%	91,06%
Total - portefeuille				42.003.491,97		100,00%	91,06%
Collatéral				0,00			0,00%
Dépôts et Liquidités							
Avoirs bancaires à vue							
Banque Degroof Petercam		EUR		4.037.706,55			8,75%
Banque Degroof Petercam		CHF		4.256,14			0,01%
Intérêts sur CC		CHF		0,32			0,00%
Total - Avoirs bancaires à vue				4.041.963,01			8,76%
Total - Dépôts et Liquidités				4.041.963,01			8,76%
Créances et dettes diverses				80.488,26			0,17%
Autres				-1.030,80			-0,00%
Actif Net Total				46.124.912,44			100,00%

3.5. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE-TITRES

Par pays	% Portefeuille
FRANCE	16,13%
BELGIQUE	15,73%
SUISSE	11,48%
SUEDE	11,16%
JAPON	8,68%
ALLEMAGNE	6,17%
NORVEGE	5,80%
ÉTATS-UNIS D'AMERIQUE	5,64%
PAYS-BAS	4,29%
BERMUDES	3,45%
FINLANDE	3,31%
CANADA	3,09%
ROYAUME-UNI	1,45%
ESPAGNE	1,42%
LUXEMBOURG (GRAND-DUCHE)	1,28%
CAÏMANES	0,92%
Total	100,00%

Ces répartitions d'actifs ont été établies sur base de données (brutes) utilisées par l'entité en charge de la gestion administrative et comptable. Elles ne reflètent pas nécessairement l'analyse économique qui a orienté la sélection d'actifs.

3.6. RÉPARTITION ÉCONOMIQUE DU PORTEFEUILLE-TITRES

Par secteur	% Portefeuille
SERVICES FINANCIERS - HOLDINGS	43,12%
DIFFUSION & EDITION	11,05%
PHARMACIE - COSMETIQUE	6,71%
TELECOMMUNICATIONS	4,30%
BIJOUTERIE & HORLOGERIE	3,85%
BANQUES	3,59%
VEHICULES ROUTIERS	3,50%
TRANSPORTS AERIENS	3,28%
COMPOSANTS & INSTRUMENTS ELECTRONIQUES	3,16%
IT & INTERNET	3,14%
SOCIETES DIVERSIFIEES	3,04%
DIVERS BIENS DE CAPITAUX	2,33%
PETROLE & DERIVES	2,23%
PRODUITS CHIMIQUES	2,07%
TRANSPORT & CIRCULATION	1,76%
TEXTILE & HABILLEMENT	1,73%
AGRICULTURE & PECHE	1,14%
TOTAL	100,00%

Ces répartitions d'actifs ont été établies sur base de données (brutes) utilisées par l'entité en charge de la gestion administrative et comptable. Elles ne reflètent pas nécessairement l'analyse économique qui a orienté la sélection d'actifs.

3.7. CHANGEMENT DANS LA COMPOSITION DES ACTIFS EN EUR

	1er semestre	2e semestre	Total
Achats	12.873.882,04	12.701.608,15	25.575.490,19
Ventes	8.223.531,57	13.008.574,81	21.232.106,38
Total 1	21.097.413,61	25.710.182,96	46.807.596,57
Souscriptions	4.952.969,20	683.710,00	5.636.679,20
Remboursements	0,00	81.803,20	81.803,20
Total 2	4.952.969,20	765.513,20	5.718.482,40
Moyenne de référence de l'actif net total	39.816.908,70	44.564.003,52	42.209.964,72
Taux de rotation	40,55%	55,97%	97,34%

Le taux de rotation montre en pourcentage la moyenne annuelle des transactions. Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice peut être consultée sans frais auprès de Banque Degroof Petercam S.A ayant son siège Rue de l'Industrie 44 - B-1040 Bruxelles qui assure le service financier.

3.8. MONTANT DES ENGAGEMENTS RELATIFS AUX POSITIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Engagements sur Options

Contrepartie	En EUR	Evaluation de l'option
CFR/0122/CALL/120.	521.160,05	-75.872,22

3.9. EVOLUTION DES SOUSCRIPTIONS, DES REMBOURSEMENTS ET DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE

Evolution du nombre d'actions en circulation									
	31 décembre 2019			31 décembre 2020			31 décembre 2021		
Classe	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscrites	Remboursées	Fin de période
I (Dis)	347.214,06	0,00	347.214,06	9.000,00	13.490,00	342.724,06	54.400,00	500,00	396.624,06
R (Dis)			0,00	11,47	0,00	11,47	240,00	240,00	11,47
TOTAL			347.214,06			342.735,53			396.635,53

Montants payés et reçus par l'OPC						
EUR						
	31 décembre 2019		31 décembre 2020		31 décembre 2021	
Classe	Souscrites	Remboursées	Souscrites	Remboursées	Souscrites	Remboursées
I (Dis)	34.961.707,22	0,00	840.570,00	1.123.046,90	5.611.712,00	56.020,00
R (Dis)			999,95	0,00	24.967,20	25.783,20
TOTAL	34.961.707,22	0,00	841.569,95	1.123.046,90	5.636.679,20	81.803,20

Valeur nette d'inventaire						
EUR						
	31 décembre 2019		31 décembre 2020		31 décembre 2021	
Classe	du compartiment	d'une action	du compartiment	d'une action	du compartiment	d'une action
I (Dis)	36.053.308,39	103,84	33.094.177,76	96,56	46.124.912,44	116,29
R (Dis)		0,00		96,43		114,51
TOTAL	36.053.308,39		33.094.177,76		46.124.912,44	

3.10. PERFORMANCES

Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

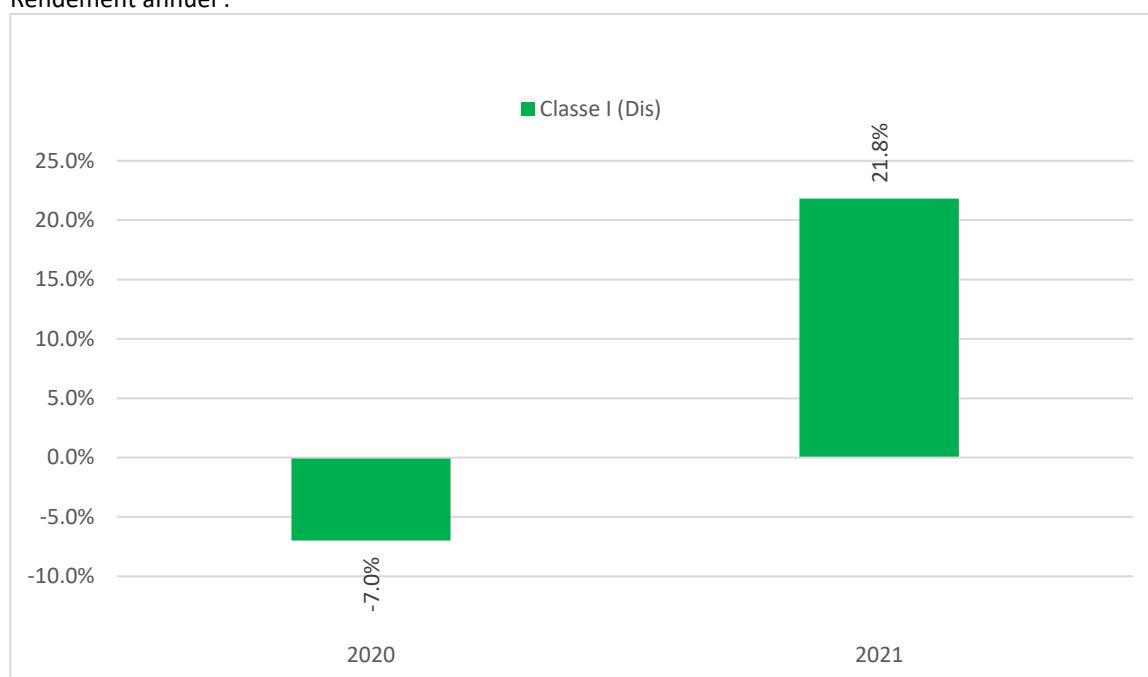
Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable. Pour le rapport semestriel l'exercice comptable s'étend de la période de 12 mois qui précède la clôture du semestre.

Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR) au 31 décembre 2021:

Classe I (Dis)

Rendement annuel :



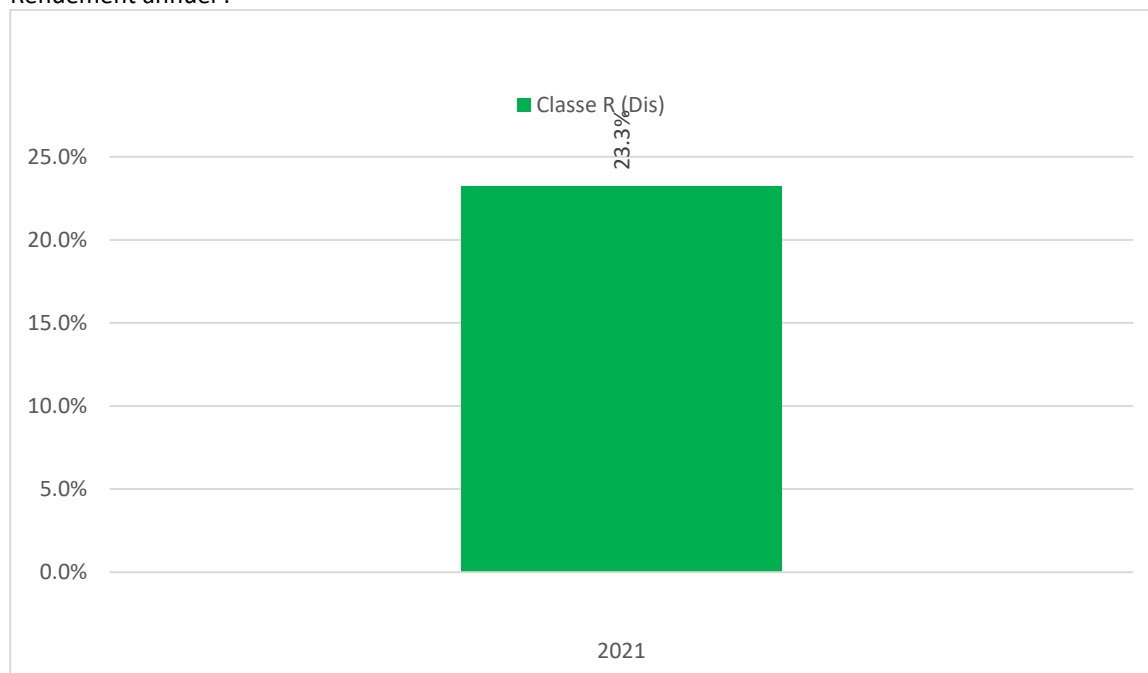
Il s'agit d'un compartiment géré activement, ce qui signifie que le gestionnaire de portefeuille n'a pas pour objectif de reproduire la performance d'un benchmark. Aucun benchmark n'est utilisé dans la gestion du compartiment.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe I (Dis)	21,83 % (en EUR)				29/03/2019	6,01 % (en EUR)

Classe R (Dis)

Rendement annuel :



Il s'agit d'un compartiment géré activement, ce qui signifie que le gestionnaire de portefeuille n'a pas pour objectif de reproduire la performance d'un benchmark. Aucun benchmark n'est utilisé dans la gestion du compartiment.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe R (Dis)	23,26 % (en EUR)				06/10/2020	28,33 % (en EUR)

3.11. FRAIS

Frais courants

- Classe I (Dis) - BE6311205940: 1,09 %
- Classe R (Dis) - BE6311203929: 1,54 %

Le montant des frais courants communiqué est calculé conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 de la Commission Européenne du 1er juillet 2010.

Ces frais incluent les frais de transaction pris en charge par le compartiment lorsqu'il souscrit et/ou vend des parts d'un autre fonds mais n'incluent ni (i) les frais supportés par le compartiment lorsqu'il effectue des placements autres que souscriptions/ventes de parts de fonds ni, le cas échéant, (ii) la commission de performance.

Ces frais se basent sur les frais imputés dans la comptabilité des fonds durant un an avant la fin de la période sous revue.

En cas de changement de la structure de coût en cours d'exercice ou lorsque la classe d'action est émise pendant l'exercice comptable, le montant des frais courants communiqué est calculé sur base d'une estimation fondée sur le montant total attendu des frais annuels (lequel pourrait être déterminé par comparaison avec une classe similaire).

3.12. NOTES AUX ETATS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

3.12.1. Transparence en matière de durabilité

Déclaration obligatoire conformément à l'article 7 du règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088

Les investissements sous-jacents à ce compartiment ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

3.12.2. Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation

Conformément à l'article 13 et à la Section A de l'Annexe du Règlement EU 2015/2365 (ci-après le règlement), la Sicav doit informer les investisseurs de l'utilisation qu'elle fait des opérations de financement sur titres et des contrats d'échange sur rendement global dans le rapport annuel et le rapport semestriel.

Le portefeuille ne contient pas d'avoirs prêtés à la date du présent rapport.